

1. INTRODUCTION

La présente étude d'impact a été réalisée en conjuguant différents moyens :

- Enquête auprès des administrations régionales, départementales et d'organismes divers pour rassembler les données et les documents disponibles sur les différents volets étudiés :
 - o Conseil Régional de l'Ile-de-France ;
 - o Agence de l'Eau Seine-Normandie ;
 - o Agence Régionale de Santé Ile-de-France ;
 - o Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie ;
 - o Agence des Espaces Verts d'Ile-de-France ;
 - o Inspection Générale des Carrières ;
 - o Météo France ;
 - o Direction régionale des affaires culturelles DRAC et Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine de Paris ;
- Etude des plans du projet.
- Examen de documents cartographiques : cartes topographiques et thématiques de l'IGN (Institut Géographique National) et du BRGM (Bureau de Recherches Géologiques et Minières).
- Utilisation de photographies aériennes.
- Données de recensement de la population de l'INSEE,
- Contacts avec les gestionnaires des réseaux (assainissement, eau potable, électricité et gaz, télécoms, etc.).
- Visites de terrain pour une connaissance détaillée de l'aire d'étude (prise de photographies).
- Intégration d'études spécifiques menées sur le projet et le site d'étude :
 - o Etude acoustique ;
 - o Sondages de pollution des sols ;
 - o Etude géotechnique, hydrologique et hydrogéologique.

2. DONNÉES COLLECTÉES AUPRÈS DES SERVICES DÉCONCENTRÉS DE L'ÉTAT ET DE LEURS BASES DE DONNÉES PUBLIQUES

2. 1. MILIEU PHYSIQUE

2. 1. 1. Contexte climatique

La climatologie locale a été décrite grâce aux documents fournis par Météo France.

2. 1. 2. Relief

L'étude des caractéristiques du relief de l'aire d'étude a notamment été réalisée à partir de la carte réalisée par l'IAU IdF, et du site Internet www.geoportail.gouv.fr pour les valeurs chiffrées de la topographie.

2. 1. 3. Contexte géologique et géotechnique

2. 1. 4. Eaux superficielles et souterraines

Eaux superficielles / Eaux souterraines

Reconnaissance hydrogéologique, données de perméabilité, écoulement: les données sont issues des études techniques réalisé dans le cadre du dossier Loi sur l'eau.

Eau potable, assainissement et eaux industrielles

Les données ont été fournies par l'ARS et le site internet du BRGM.

Les données concernant la qualité des eaux superficielles et souterraines ont été collectées auprès de l'Agence de l'Eau Seine Normandie et de la DRIEE.

2. 1. 5. Risques naturels

Les données relatives au risque d'inondation dans l'aire d'étude ont été obtenues via les bases de données du site Internet de la DRIEE, le site internet du BRGM (www.inondationsnappes.fr) et du Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie.

Concernant les risques liés aux mouvements de terrain, les bases de données de l'IGC, du MEDDE et du BRGM (www.argiles.fr).

2. 2. MILIEU NATUREL

2. 2. 1. Recensement des sites Natura 2000 et des zones d'inventaire

Les informations présentées dans ces parties sont issues des renseignements pris au niveau des sites internet de la DRIEE et de l'Inventaire national du Patrimoine Naturel (INPN).

2. 2. 2. Espaces à caractère naturel

Les données concernant les espaces verts, les alignements d'arbres, les arbres remarquables ainsi que les projets d'aménagement d'espaces verts ont été collectées auprès de la Ville de Paris et sur son site internet.

2. 2. 3. Faune et flore

Un inventaire a permis d'identifier les espèces Faune/Flore présentent sur le site.

2. 2. 4. Interactions entre les milieux naturels

Les informations relatives à la trame verte et bleue sont issues du PADD de la commune de Le Thillay.

2. 3. MILIEU HUMAIN ET SOCIO-ÉCONOMIQUE

2. 3. 1. Socio-démographie, habitat et emplois

Les données démographiques et socio-économiques ainsi que celles relatives aux emplois et grands secteurs d'activité économique sont issues des recensements INSEE de 1999 et 2009 et des cartes de l'IAU IdF.

2. 3. 2. Risques industriel et technologique

Installations classées

La base de données de la DRIEE Ile-de-France a été utilisée pour les données relatives aux installations classées.

Sites et sols pollués

Etudes historiques et documentaires

Concernant l'historique des activités dans l'environnement immédiat du projet, les recherches documentaires réalisées (grâce aux bases de données BASIAS et BASOL du MEDDE et des études de pollution existantes), ont permis de déduire les principales sources de pollution potentielle pour les sols et les nappes.

Investigations environnementales réalisées dans le cadre du projet

Des investigations environnementales complémentaires, pilotées par le Moa, ont été réalisées aux abords de la zone du projet.

2. 3. 3. Urbanisme réglementaire, réseaux et servitudes

Les documents d'urbanisme et de réglementation de l'urbanisation de Le Thillay ont été consultés.

Les informations relatives aux réseaux et servitudes sont issues des sites internet des concessionnaires, des administrations et des études techniques réalisées par le Moa dans le cadre du projet (gaz, chauffage urbain, électricité, assainissement, eau potable, climatisation, télécommunication, transport d'hydrocarbures liquides).

2. 4. ORGANISATION DES DÉPLACEMENTS ET INFRASTRUCTURES

Les informations présentées dans ces parties sont issues des renseignements pris sur le site internet de l'INSEE, du projet de PDU Ile-de-France.

Une étude de trafic a également été réalisée sur la zone par le Conseil Général du Val d'Oise courant 2011-2012..

2. 5. PAYSAGE, PROJETS URBAINS ET PATRIMOINE

Les données sur les sites archéologiques ont été fournies par la Direction Régionale des Affaires Culturelles d'Ile-de-France.

Les données relatives aux monuments historiques classés ou inscrits ont été recueillies auprès du Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine et de la base de données Mérimée.

2. 6. SANTÉ PUBLIQUE

Les données relatives à la qualité de l'air « extérieur » ont été collectées respectivement sur le site d'AIIRPARIF.

Une étude acoustique a été réalisée par un bureau d'étude spécialisé.

2. 7. HIÉRARCHISATION DES ENJEUX ET SENSIBILITÉS

2. 7. 1. Définition de l'« enjeu »

Un élément de l'environnement présente un enjeu lorsque, compte tenu de son état actuel ou prévisible, une portion de son espace ou de sa fonction présente une valeur au regard de préoccupations écologiques, urbanistiques, patrimoniales, culturelles, sociales, esthétiques, techniques, économiques, etc.

Un enjeu est donc défini par sa valeur intrinsèque et est totalement indépendant du projet. Par exemple un monument historique et son périmètre de protection représentent un enjeu fort pour l'environnement. Afin de hiérarchiser les enjeux de l'environnement dans l'aire d'étude du projet, nous avons utilisé la méthodologie présentée dans le tableau ci-dessous. Elle se base sur trois niveaux d'enjeux (faible, moyen et fort) et adaptés **au contexte de l'étude** :

- Un enjeu fort est attribué en chaque point de l'aire d'étude pour lequel une valeur environnementale est incompatible ou difficilement compatible avec toute modification : secteurs réglementairement protégés, zones de grand intérêt patrimonial ou naturel...
- Un enjeu moyen est attribué en chaque point de l'aire d'étude pour lequel une valeur environnementale est présente mais n'entraîne pas de difficultés majeures.
- Un enjeu nul à faible est attribué dans les zones de l'aire où les valeurs environnementales ne sont pas incompatibles avec une modification.

Le tableau présenté ci-après détaille les niveaux d'enjeu attribués, pour chacune des valeurs environnementales identifiées dans la zone d'étude.

	NIVEAU D'ENJEU		
	Faible	Moyen	Fort
Relief	Relief plat / peu marqué	Relief / pente assez forts	Relief à franchir, pente forte
Nappe et aquifère	Nappe profonde	Nappe peu profonde	Nappe affleurante Nappe vulnérable aux pollutions

	NIVEAU D'ENJEU		
	Faible	Moyen	Fort
Captage AEP	Absence de captage AEP	Captage AEP sans déclaration d'utilité publique (DUP)	Captage AEP avec une Déclaration d'Utilité Publique (DUP)
Cours d'eau / Ressource en eau (SDAGE 2010-2015)	Cours d'eau de très bonne qualité ou sans enjeu écologique	Cours d'eau de qualité moyenne et de bonne qualité	Cours d'eau de qualité médiocre ou présentant des usages à titre récréatif et eau potable
Risque inondation par débordement	Hors zone inondable ou en zone inondable aléa faible (PPRI de Paris)	En zone inondable aléa moyen (PPRI de Paris)	En zone inondable aléa fort (PPRI de Paris)

	NIVEAU D'ENJEU		
	Faible	Moyen	Fort
Risque inondation par remontée de nappe	Sensibilité très faible à faible	Sensibilité moyenne à forte	Sensibilité très forte à nappe sub-affleurante
Risques mouvements de terrain	Risque faible (DDRP)	Risque moyen à fort (DDRP)	Risque très fort (DDRP)
Milieux naturels	Hors milieu naturel	Espaces verts urbains (berges, espaces verts urbain et arbres remarquables)	Site Natura 2000 (pSIC, SIC, ZSC, ZPS) Présence d'habitat communautaire
Faune / Flore	Présence d'espèce non protégée ni sur liste rouge	Présence d'espèce sur liste rouge / protégée au niveau régional ou national	Présence d'espèce protégée au niveau européen
Zone humide	Zone potentiellement humide (classe 5)	Zone potentiellement humide (classes 3 et Classe 4)	Zone humide Ramsar Zone potentiellement humide (classes 1 et 2)
Trame verte et bleue	/	/	Présence d'orientations régionales Trame verte et bleue en cours d'élaboration ou définie
Activité industrielle	Absence d'activité industrielle identifiée	Présence d'une installation à risque moyen (IC D, E ou A) et fort (silos, Seveso « Seuil Bas »)	Présence d'une SEVESO « Seuil Haut » (installation à risque majeur)
Transport Matière Dangereuse	Absence de TMD identifiée	/	Présence de TMD (transport routier, transport fluvial, canalisation et ferré)
Sites et sols pollués	Absence de sites pollués identifiée	/	Présence avérée de site pollué
Bâti /équipements	Zone non bâtie Absence d'équipements identifiée Zone d'habitat diffus	Zone d'habitat aggloméré Présence d'équipements publics	Zone d'habitat dense Présence d'établissements sensibles (écoles, bâtiments hospitaliers, administrations)

	NIVEAU D'ENJEU		
	Faible	Moyen	Fort
Urbanisme	/	Absence de PLU ou POS Commune soumise au Règlement National d'Urbanisme	Présence de POS ou PLU Présence de document d'urbanisme d'échelle régionale
Les réseaux techniques	Absence de réseaux techniques identifiés	Réseaux techniques non soumis à des servitudes	Réseaux techniques soumis à des servitudes
Servitudes	Absence de servitudes identifiées	/	Présence de servitude
Infrastructures de transport et services liés aux transports (Vélib', Autolib')	Absence de réseau identifié	Présence de réseau diffus	Présence de réseau dense
Organisation des déplacements	Absence de document de planification des déplacements à l'échelle régionale et locale	/	Présence de document de planification des déplacements à l'échelle régionale et locale
Saturation du réseau de transport	Réseau de transport peu	Réseau de transport	Réseau de transport (routier)

	NIVEAU D'ENJEU		
	Faible	Moyen	Fort
	saturé	occasionnellement saturé	et public) régulièrement saturé
Projets de transport	Absence de projet de transport identifiée	/	Présence de projet de transport
Paysage	Absence d'une typologie marquée	/	Présence d'une typologie très marquée et caractéristique
Archéologie	Absence d'une zone sensible identifiée	Présence de zone sensible identifiée nécessitant avis de la DRAC (emprise de travaux > 500m²)	Présence de zone sensible nécessitant avis de la DRAC (quelle que soit la nature des travaux)
Monument historique et périmètre	Absence de protection du bâti	Présence d'un monument inscrit et périmètre de protection	Présence d'un monument classé et périmètre de protection
Site classé / site inscrit Secteur sauvegardé / AMVAP	Absence de site classé ou inscrit et de secteur sauvegardé ou d'AMVAP	Présence d'un site inscrit	Présence d'un site classé Présence de secteur sauvegardé / AMVAP
Projet d'aménagement urbain	Absence de projet d'aménagement identifiée	/	Présence de projet d'aménagement
Qualité de l'air	Air de bonne qualité	Air de qualité moyenne	Air de mauvaise qualité
Ambiance acoustique	Zone calme	Zone moyennement bruyante	Zone très bruyante
Ambiance vibratoire	Niveau de vibration faible	Niveau de vibration moyen	Niveau de vibration fort

2. 8. DÉFINITION DE LA « SENSIBILITÉ »

La sensibilité d'un élément de l'environnement exprime le risque de modification ou de perte de tout ou partie de la valeur de son enjeu en raison de la réalisation du projet. Pour apprécier le niveau de sensibilité, on tient compte :

- de la valeur de ce que l'on risque de perdre, c'est-à-dire de l'enjeu,
- de la probabilité que l'on a de perdre tout ou partie de la valeur de l'enjeu du fait de la réalisation du projet.

Selon l'exemple précédent, un monument historique représente un enjeu fort, mais sa sensibilité est faible vis-à-vis d'un projet souterrain.

Il est souvent admis de prendre en compte les caractéristiques fondamentales du projet au stade de l'état initial. La question de l'enjeu climatique en est un exemple car il est admis que le climat et son évolution font partie des **enjeux majeurs** pour l'environnement, mais sa sensibilité au regard d'un projet de métro en souterrain est faible.

3. DIFFICULTÉS RENCONTRÉES

L'Introduction de l'étude d'impact a été rédigée sur la base des différents textes réglementaires existants (lois, décrets, Codes de l'environnement et du patrimoine...) qui serviront d'appui aux différents chapitres de l'étude d'impact.

L'Etat Initial de l'Environnement a été mené à l'aide des moyens décrits ci-avant (sites internet, études spécialisées...). L'ensemble des thématiques de l'Environnement a été abordé afin de dresser un portrait du territoire le plus exhaustif possible. Toutefois, les données récupérables sont parfois incomplètes ou transmises à une échelle trop vaste ou sur une trop longue durée (malgré le cadrage via l'aire d'étude déterminée). Cela rend donc parfois l'analyse quelque peu difficile à mener.

La Présentation du projet a été réalisée sur la base d'études menées par ailleurs (étude AVP, principes d'aménagement définis dans le PLU). Ces éléments ont permis de détailler au sein de l'étude d'impact la description des aménagements, leurs coûts et le planning global envisagé.

Les impacts temporaires et permanents de ce projet sur l'environnement (au sens large) et sur la santé ont été évalués. En réponse, des mesures de suppression, réduction ou compensation ont été proposées. L'analyse de ces impacts s'est appuyée sur les différents retours d'expérience que nous avons sur des projets similaires. Certains effets sont toutefois difficilement quantifiables et ne répondent pas toujours à des modèles. A ce titre, des difficultés ont notamment été rencontrées dans l'évaluation des effets du projet sur la santé.

Les impacts cumulés ont été définis sur la base des projets en cours d'élaboration.

CHAPITRE 11 : AVIS DE L'AUTORITÉ ENVIRONNEMENTALE

ANNEXES

1. INVENTAIRES FAUNE FLORE INTEGRAL ENVIRONNEMENT

2. ETUDE ACOUSTIQUE ACOUPHEN

3. ETUDE DE TRAFIC CG 95

4. ETUDE DE POTENTIEL ENR



PRÉFET DE LA REGION D'ÎLE-DE-FRANCE

Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France

Le 20 SEP. 2013

Évaluation environnementale des projets
Dossier n° EE – 777-13

Avis de l'autorité environnementale sur le projet d'aménagement du parc d'activités des Grands Champs à Le Thillay (Val-d'Oise).

Résumé de l'avis

Le présent avis porte sur le projet d'aménagement du parc d'activités Les Grands Champs à Le Thillay (Val d'Oise) porté par la SAS Les Grands Champs Aménagement. Ce projet sera soumis à enquête publique conjointe dans le cadre de la création de la zone d'activité économique – ZAE Les Grands Champs et de la procédure d'autorisation au titre de la Loi sur l'eau.

Cette opération consiste à développer un projet d'aménagement destiné aux entreprises (PME-PMI), à des activités de logistique et à des services sur un terrain agricole de 26,8 hectares, en bordure de la RD 317. Le projet est situé au sud-ouest de la plate-forme aéroportuaire de Roissy Charles de Gaulle, en zone C du Plan d'exposition au bruit qui limite fortement l'accueil de logements pour ce secteur. Il concernera la construction de 195 000 m² de locaux d'activités.

Les principaux enjeux environnementaux sont la consommation d'espaces agricoles, la gestion de l'eau, le paysage et le bruit. Ce projet s'ajoute aux autres projets de zones d'activités portés par la communauté d'agglomération de Roissy Porte de France sur ces espaces agricoles. L'impact cumulé de ces projets n'est pas abordé dans le dossier.

L'étude d'impact est complète, détaillée et bien illustrée. Le dossier identifie les impacts du projet sur l'environnement et propose des mesures d'évitement et de réduction. L'analyse des effets du projet sur le paysage aurait toutefois pu comporter des esquisses paysagères.

L'autorité environnementale note que le projet sera visible depuis l'église de Le Thillay, monument historique inscrit, sans que soit présenté, à ce stade, le projet architectural et paysager des bâtiments du parc d'activités. Un avis de l'architecte des bâtiments de France sera requis.

Avis disponible sur le site Internet de la préfecture de région et de la direction régionale et Interdépartementale de l'énergie et de l'environnement d'Île-de-France.

AVIS

1. L'évaluation environnementale

1.1 Présentation de la réglementation

Le système européen d'évaluation environnementale des projets est basé sur la directive 2011/92/UE du 13 décembre 2011 relative à l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement.

Les démarches d'évaluation environnementale portées au niveau communautaire sont motivées par l'intégration des préoccupations environnementales dans les choix de développement et d'aménagement. Dans ce sens, l'article R.122-6 du code de l'environnement désigne l'autorité environnementale prévue aux articles L.122-1 et L.122-7. Pour ce projet, l'autorité environnementale est le préfet de région.

1.2. Présentation de l'avis de l'autorité environnementale

L'avis de l'autorité environnementale vise à éclairer le public sur la qualité de l'étude d'impact et sur la manière dont l'environnement est pris en compte dans le projet, conformément à la directive 2011/92/UE.

À la suite de la phase de concertation, cet avis est un des éléments que l'autorité compétente prend en considération pour prendre la décision d'autoriser ou non le projet.

1.3. Contexte du projet

Située à environ 25 km au nord est de Paris-Notre-Dame et à 2 kilomètres au sud-ouest de l'aéroport de Roissy – Charles de Gaulle, Le Thillay fait partie de la communauté d'agglomération de Roissy Porte de France (regroupant 18 communes du Val-d'Oise : Bouqueval, Chennevières-lès-Louvres, Ecoeur, Epiais-les-Louvres, Fontenay-en-Parisis, Fosses, le Mesnil-Aubry, le Plessis-Gassot, Le Thillay, Louvres, Marly-la-Ville, Puiseux-en-France, Roissy-en-France, Saint-Witz, Survilliers, Vaudherland, Vémars et Villeron).



La commune de Le Thillay souhaite aménager le parc d'activités Les Grands Champs sur un terrain agricole de 26,8 hectares à proximité de la RD 317. Le projet d'aménagement est porté par la SAS Les Grands Champs Aménagement. Il sera soumis à enquête publique conjointe dans le cadre de la création de la zone d'activité économique – ZAE Les Grands Champs et de la procédure d'autorisation au titre de la Loi sur l'eau.

L'autorité environnementale relève que la Plaine de France, dans laquelle est situé Le Thillay, est le deuxième plus grand espace rural du Val-d'Oise. Le territoire de la communauté d'agglomération de Roissy Porte de France compte douze zones d'activités existantes, cinq zones d'activités en cours de commercialisation, trois projets en cours d'aménagement et huit projets à l'étude. Concernant la compatibilité avec le SDRIF en vigueur (de 1994), le projet de parc d'activités des Grands Champs est en zone partiellement urbanisable, avec la possibilité d'urbaniser 60 % de cet espace d'ici à 2015.

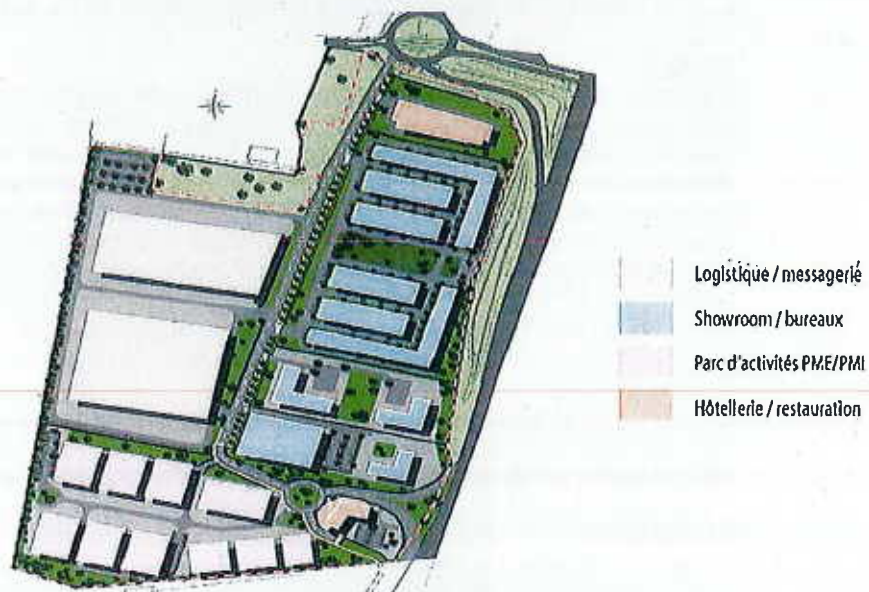
Concernant la compatibilité avec le projet de SDRIF arrêté le 25 octobre 2012, la destination des sols prévoit bien 1 pastille d'urbanisation préférentielle sur le site du projet ainsi que sur celui du Parc Mail en cours de réalisation de l'autre côté de la RD317.

Cette pastille risque d'être insuffisante pour permettre la réalisation de ces deux projets. Aussi, il a été retenu avec le conseil régional d'Île-de-France un ajout de 2 pastilles supplémentaires sur la zone (incluant la ZAE de Goussainville + Carex) afin de permettre la réalisation de l'ensemble de ces projets sous condition de développer les transports multimodalitaux.

1.4. Description générale du projet

Au sud-ouest de la plate-forme aéroportuaire de Roissy Charles de Gaulle, La commune de Le Thillay prévoit la création d'une zone d'activités multiples (logistique-messagerie, bureaux, PME/PMI et hôtellerie-restauration) sur un terrain agricole de 26,8 hectares, en très faible pente vers le Sud, favorable à une gestion naturelle des eaux de ruissellement. Le projet s'inscrit dans une ouverture paysagère orientée vers Le Thillay et Goussainville.

Le projet d'aménagement comprend 195 000 m² de surface de plancher d'activités, divisée en 30 lots dédiés à des activités bureautiques, hôtelières et logistiques. Un alignement d'arbres sur un merlon de terre constituera un espace vert longeant la RD317.



2. L'analyse des enjeux environnementaux

Dans sa forme, le dossier présenté est globalement satisfaisant et l'étude d'impact est complète, détaillée et bien illustrée par des croquis, des cartes et des photographies en couleur. Des annexes relatives à l'évaluation de la faune et de la flore, au potentiel en énergies renouvelables, aux données de trafic (diagnostic et prospectives) et à l'impact acoustique permettent d'approfondir ces thématiques.

2.1 Description de l'état initial

L'autorité environnementale relève que l'état initial de l'étude d'impact fait référence à l'ensemble des thèmes de l'environnement et permet de connaître les enjeux environnementaux, les atouts et les principales contraintes à prendre en compte dans le projet de parc d'activités des Grands Champs, notamment la consommation d'espaces agricoles, la gestion de l'eau et l'imperméabilisation des sols, les nuisances, le paysage et les risques technologiques. Actuellement, le secteur d'étude localisé à l'extrémité sud-est de la commune de Le Thillay correspond à une zone non encore urbanisée constituée de parcelles agricoles. Le terrain est actuellement en culture intensive. Le secteur d'étude est impacté par le bruit routier de la RD 317 et par le bruit des aéronefs en provenance de l'aéroport de Roissy-Charles de Gaulle. Il est éloigné des cours d'eau (hors vallée du Crout). En bordure nord du site, Central Casse, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE), accumule et détruit des véhicules hors d'usage.

En ce qui concerne la géologie, le terrain est formé de terrains sédimentaires favorables à l'agriculture.

Milieux naturels et biodiversité

L'évaluation des incidences sur Natura 2000 a été réalisée (p.167 à 170) et montre que le parc d'activités Les Grands Champs est éloigné des sites Natura 2000 (parc de La Courneuve à 8 km à vol d'oiseau ou parc du Sausset à 5 km). La zone d'étude n'est pas concernée par un périmètre de zone naturelle d'intérêt faunistique et floristique - ZNIEFF. Il n'existe pas de maillage de corridors écologiques sur le site et ses abords.

Le dossier comprend en annexe une évaluation faune et flore de mai 2012. Cette expertise écologique conclut que l'intérêt avifaunistique de la zone d'étude est faible. Aucune présence de batraciens ou de reptiles et peu de mammifères (quelques lapins de garenne) ou d'insectes montrent une valeur très faible de la faune et de l'entomofaune locale. L'étude botanique n'enregistre aucune espèce protégée en Île-de-France.

Paysage

S'agissant du paysage et des aspects architecturaux du site, l'autorité environnementale note qu'une analyse a été conduite (p. 79) pour montrer la sensibilité du site et son caractère dégagé où toute construction deviendra un élément important du paysage se détachant sur la plaine. Une partie de la zone d'étude avoisinant l'église de Le Thillay, monument historique classé, un avis de l'Architecte des Bâtiments de France est requis. L'autorité environnementale note que le dossier d'aménagement du parc d'activités des Grands Champs ne comporte pas, à ce stade d'élaboration, d'esquisse du projet architectural et paysager des bâtiments et de leur implantation. Compte tenu de la sensibilité du site, cela aurait pu utilement figurer dans le dossier.

Gestion de l'eau

L'étude d'impact indique que le projet se situe dans le périmètre de protection éloignée de deux captages d'alimentation en eau potable (AEP) (p. 20, 30, 68, 127). Cette information est incomplète puisque trois captages sont présents à l'ouest et au sud du projet :

- « Le stade », dont les périmètres de protection sont fixés par arrêté préfectoral de DUP du 08/04/2008 ;
- « Maurice Berteaux », bien que ne disposant pas d'arrêté préfectoral de DUP, il possède un avis d'hydrogéologue agréé en date du 25 octobre 1991. De nouvelles études ont été réalisées et un nouvel avis d'hydrogéologue agréé doit être émis au cours des prochaines

semaines. L'étendue des périmètres de protection ainsi que les prescriptions à l'intérieur de ceux-ci sont donc susceptibles d'être modifiées ;

- « Le Blanc Mesnil », non signalé, se situe à proximité du captage « M. Berteaux » et alimente la commune du Blanc-Mesnil (93). L'autorité environnementale relève que des études hydrogéologiques et environnementales sont en cours et qu'un avis d'hydrogéologue agréé devrait être émis au cours des prochains mois.

L'autorité environnementale considère que le dossier devrait prendre en compte ce troisième captage d'alimentation en eau potable, conformément à l'article 5.3 de l'arrêté préfectoral de DUP en date du 8 avril 2008 : « le dossier à fournir doit faire le point sur les risques de pollution de l'aquifère capté engendrés par le projet et présenter les mesures prises pour les prévenir ».

Les informations données dans l'étude, en ce qui concerne la géologie et l'hydrogéologie du secteur, sont succinctes et dispersées. Aucune information n'est communiquée concernant la nappe captée par les ouvrages AEP, le niveau statique, la coupe des ouvrages, la profondeur de la nappe au droit du projet, etc.

Le secteur d'étude n'est pas soumis à un risque d'inondation bien que la commune de Le Tillay ait subi des inondations dues au Croult et des coulées de boues à diverses reprises. Néanmoins, l'autorité environnementale a noté que le dossier fait référence au Schéma directeur d'aménagement et gestion des eaux du bassin de Seine Normandie 2010-2015, approuvé le 20 novembre 2009 et au Schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) de Croult -Enghien - Vieille mer. Le périmètre de ce SAGE a été arrêté et ce SAGE est en cours d'élaboration depuis janvier 2013.

L'autorité environnementale rappelle que le projet s'étend sur une superficie de 28,6 hectares. Du fait de cette surface de rejet d'eaux pluviales, le projet fait également l'objet d'une demande d'autorisation au titre de la loi sur l'eau.

Pollution des sols

Le dossier n'apporte pas beaucoup d'éléments relatifs à la qualité des sols au droit du projet. L'autorité environnementale note que les sols concernés semblent avoir toujours eu une vocation agricole. Les deux sites industriels les plus proches figurant dans la base de données BASOL, répertoriant les sites pollués, sont bien mentionnés dans le dossier et le contour des zones polluées de ces sites est bien en dehors de l'emprise du projet.

Risques technologiques

Une installation soumise à autorisation d'exploiter est située à proximité immédiate du projet : Central Casse. Cette installation est bien mentionnée dans le dossier. L'autorité environnementale a constaté qu'il n'y a pas d'incompatibilité avec le projet de parc d'activités.

Déplacements et nuisances

S'agissant des transports, le site du parc d'activités des Grands Champs bénéficie de la proximité des infrastructures majeures du nord-ouest parisien, notamment la RD 317 qui assure la liaison avec la Francilienne et la D9, pour l'accès à l'autoroute A1. Le réseau ferré le plus proche est à Roissy – gare TGV. Le réseau RER dessert la gare de Goussainville.

En ce qui concerne les liaisons douces, les itinéraires cyclables et piétonniers du Plan départemental d'itinéraires de promenades et de randonnées du Val d'Oise (PDIPR) ont été mis en évidence et, bien que restreintes dans le secteur d'étude, trouveront un intérêt à être davantage utilisés. En ce qui concerne les pollutions et les nuisances, la qualité de l'air au niveau de la zone d'étude (p. 104) fait référence au rapport sur la qualité de l'air dans le Val-d'Oise de 2010. Bien que les abords de la plate-forme de Roissy Charles De Gaulle traduisent des valeurs fortes pour le dioxyde d'azote et les particules liées au trafic de l'autoroute A1, le secteur d'étude reste dans la moyenne du département du Val-d'Oise.

Une étude des nuisances sonores a été réalisée en juin 2012, avec trois points de mesures. Il en ressort que les nuisances sonores proviennent principalement de l'axe routier RD47a, axe est-ouest au nord de zone d'étude, jugé bruyant avec plus de 64,5 dB(A) de jour et 60,5 dB(A) de nuit. La prégnance de l'aéroport Roissy Charles-de-Gaulle se fait ressentir la nuit par un bruit de fond d'environ 52 dB(A). Cependant, le dossier n'indique pas si ces éléments sont cohérents avec ceux de la carte stratégique du bruit dans l'environnement (article L 572-1 et suivants du code l'environnement) qui a été publiée dans le Val-d'Oise.

Il convient de préciser que l'arrêté du 3 avril 2007 relatif au Plan d'Exposition au Bruit de l'aéroport Paris-Charles de Gaulle est Interpréfectoral, et non interministériel. Les voies classées sur la commune du Thillay sont répertoriées dans l'arrêté préfectoral du 28 janvier 2002, et non du 22 janvier 2002.

3. L'analyse des impacts environnementaux

3.1 Justification du projet retenu

Le projet présenté est porté par la SAS Les Grands Champs Aménagement et il est soutenu par la commune de Le Thillay et par la communauté d'agglomération de Roissy Porte de France qui souhaitent développer l'attractivité de ce territoire, afin d'accueillir de nouvelles activités génératrices d'emplois et d'attirer de nouveaux habitants. Il doit répondre à plusieurs objectifs et principes d'aménagement :

- Conforter et développer l'offre en matière d'activités économiques sur le territoire de la commune de Le Thillay,
- créer de l'emploi et répondre aux besoins d'implantation des entreprises désireuses de s'installer sur le territoire communautaire proche de la plate-forme de Roissy – Charles De Gaulle;
- favoriser le maintien et le développement des entreprises locales ;
- intégrer dès la conception de l'aménagement la notion de développement durable et par conséquent développer un projet respectueux de l'environnement ;
- profiter du rond-point déjà créé et réfléchir à une politique de déplacements plus harmonieuse ;
- évaluer les besoins énergétiques et favoriser le développement des énergies renouvelables

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé le 12 février 2008 a bien identifié le secteur de projet en zone 1AU. Le PLU a fait l'objet d'une révision simplifiée le 27 juin 2012 pour permettre la compatibilité avec le projet de parc d'activités des Grands Champs (règlement du PLU et orientations d'aménagement). Les orientations d'aménagement du PLU prévoient la constitution d'un front naturel au sud du projet. La traduction de ces orientations n'apparaît pas de manière explicite dans le plan masse du projet présenté dans l'étude d'impact.

L'accès à la plate-forme aéroportuaire de Roissy en transports en commun sera facilité par le doublement de la RD902a par le Conseil général du Val-d'Oise qui prévoit le passage d'un projet de transport en commun en site propre - TCSP en provenance de Louvres et/ou de Goussainville (cf. : étude de desserte en transports en commun du STIF de 2012).

L'autorité environnementale relève qu'il n'est pas indiqué si le parc d'activités Les Grands Champs à Le Thillay comporte un futur arrêt du TCSP. De même des liaisons en modes doux pour relier les gares proches de Villiers-le Bel/Arnouville et de Goussainville, et dans un second temps la future gare du triangle de Gonesse ne sont pas mentionnées.

L'autorité environnementale s'interroge sur la localisation et sur les impacts cumulés de l'ensemble des projets de zones d'aménagement concerté et de zones d'activité économique portés par la communauté d'agglomération de Roissy Porte de France. En effet, pour les projets de développement économique, le schéma de cohérence territoriale du syndicat intercommunal d'études et de programmation pour le développement de l'est du Val-d'Oise (ScoT du SIEVO) mentionne la nécessité d'éviter le mitage et de ne retenir

que des opérations d'ensemble et en privilégiant les opérations correspondant à une stratégie de développement territorial. Le Scot propose notamment de hiérarchiser les zones d'activités et d'intégrer les objectifs paysagers et environnementaux dans la définition du périmètre et du fonctionnement de la zone.

Ce projet pourrait être évoqué devant la commission départementale de consommation des espaces agricoles du Val-d'Oise - CDCEA dans le cadre du projet de SCOT du SIEVO afin de clarifier les impacts sur les exploitations agricoles des différents projets qui se développent autour de Roissy.

3.2 Les Impacts du projet et les mesures proposées par le pétitionnaire

Le dossier d'étude d'impact et les documents annexes d'études thématiques permettent d'identifier les impacts du projet de parc d'activités des Grands Champs. Les mesures environnementales à prendre en considération concernent notamment la consommation d'espaces agricoles et le paysage, la gestion de l'eau, les déplacements, les nuisances et la phase de chantier.

Agriculture et paysages

Le projet indique que les pertes d'exploitation des trois agriculteurs exploitant le terrain ont été prises en considération dans l'étude. Deux sont réellement concernés par la perte d'exploitation, mais les agriculteurs ont a priori accepté l'indemnisation afin de se restructurer et de se diversifier.

La surface totale d'exploitation résiduelle des terres agricoles est régulièrement mise en avant pour justifier le faible impact d'un projet. Cependant, une analyse plus précise sur la viabilité économique des exploitations aurait permis d'évoquer et de mieux prendre en compte d'autres critères tels que la proximité des îlots de cultures, l'âge de l'exploitant, les repreneurs potentiels, l'endettement de l'exploitant, les ouvriers à charge, le type de culture majoritaire, l'accessibilité aux parcelles.

Gestion de l'eau

L'alimentation en eau potable se fera à partir du seul réseau du Thillay (p 116), la défense incendie étant assurée à partir du réseau de Goussainville. Toutefois, le dossier ne précise pas les besoins en eau potable pour l'alimentation de cette zone et, par conséquent, il ne permet pas d'évaluer si le réseau du Thillay sera suffisant pour alimenter la zone d'activités et pour évaluer son impact potentiel sur la nappe captée. La consommation en eau générée par cette zone d'activités en termes de besoins sanitaires ou en termes de besoins industriels n'est pas abordée. Il en est de même pour l'adéquation, sur le plan quantitatif, entre ces futurs besoins et la ressource actuelle, surtout si on prend en compte les autres projets en cours sur le secteur.

Concernant les eaux usées, un raccordement au réseau communal est indiqué, vers la station d'épuration de Bonneuil-en-France. L'autorité environnementale a remarqué que cette station est l'exutoire de nombreux projets d'aménagements du secteur. Ce point aurait pu être détaillé dans le chapitre des effets cumulés.

L'évaluation de l'impact des infiltrations des eaux pluviales repose sur la connaissance du niveau de pollution de ces eaux et donc du type d'activités qui en seront émettrices (zones de parkings, de transport de marchandise/logistique...). Le projet prévoit la régulation des **eaux de** l'ensemble du domaine public (voiries-trottoirs -pistes cyclables) et parcelles privées avec un débit spécifique de 0,7l/s/ha, soit 19l/s, dans le ru de Vaudherland busé à l'aval. L'infiltration pourra être possible, après vérification par études des perméabilités pour les eaux non polluées des pistes-trottoirs (dans des noues végétalisées), des eaux de toitures et des accès (à la parcelle). Qualitativement, les eaux des voiries traitées par décantation ont une qualité relevant du bon état. Le rejet dans le ru et l'infiltration n'ont aucune incidence sur le cours d'eau et les nappes du secteur. La gestion de la pollution accidentelle aurait mérité d'être mieux détaillée dans la mesure où il y a méconnaissance des activités de la zone. Cette gestion peut constituer un enjeu fort, le cas échéant, la pose

d'une vanne de confinement et l'étanchéité des bassins seront nécessaires. Dans le cas contraire, les processus des secours (plans d'intervention, délais et l'information à destination des services police de l'eau du département) et les conséquences d'une pollution éventuelle (décapage des noues, des bassins de rétention et traitement de ces terres polluées dans des sites de traitement adaptés) gagneraient à être détaillés.

Déplacements et nuisances

Le trafic routier dans ce secteur a été étudié (Etude du Conseil Général du Val-d'Oise 2011 et 2012). Une augmentation est attendue, mais le dossier d'étude d'impact n'estime pas clairement le nombre de véhicules particuliers et de poids lourds supplémentaires (VL et PL) généré par la création de cette zone. Seule la page 13 de l'étude géotechnique donne une valeur de 700 PL/jour.

De plus, cette augmentation s'ajoute à celles engendrées par les autres ZAC du secteur. Ainsi, une saturation de l'échangeur de la Talmouse est identifiée. La réalisation de plusieurs aménagements routiers a été définie afin de réduire les saturations actuelles et futures (RD47a, RD902a).

Néanmoins, l'étude du trafic conclut qu'à l'horizon 2020, un accès par le sud du futur parc d'activités, rue Maurice Berteaux, est conseillé, ce qui souligne la limite des propositions faites dans le cadre de cet aménagement.

L'autorité environnementale relève que la solution d'un accès par le sud n'a pas été suffisamment examinée dans le cadre de ce projet, afin d'anticiper les contraintes existantes et de vérifier sa faisabilité. Une réflexion globale sur la gestion du trafic de cette zone est à engager afin de préserver la qualité de vie des habitants alentours.

En ce qui concerne les nuisances sonores, l'autorité environnementale rappelle que le programme d'aménagement du site est exclusivement à vocation d'activités puisqu'il se situe en zone C du Plan d'Exposition au bruit de l'aéroport Roissy-Charles de Gaulle (cf. p. 97). Un merlon paysager est prévu le long de la limite ouest du projet. Le pétitionnaire précise que l'efficacité de ce dispositif sera étudiée par un acousticien (p.151).

Aussi, lors de l'avancement du projet, il conviendra de veiller à une bonne implantation des bâtiments et des équipements au niveau de chaque zone afin d'éviter les zones de conflits « secteurs bruyants / secteurs calmes ».

L'autorité environnementale s'interroge sur la pertinence de positionner des bureaux à proximité des axes routiers et des entrepôts vers les zones habitées. Une disposition inverse pourrait être étudiée.

Bien qu'aucune analyse sur l'évolution de la qualité de l'air du secteur ne soit apportée, hormis l'intégration de déplacement doux, une augmentation des rejets atmosphériques liée aux futures activités et au trafic routier supplémentaire est prévisible. Aucune mesure n'est dégagée spécifiquement en ce sens.

En ce qui concerne le volet sanitaire, un paragraphe aborde les risques sanitaires à travers la qualité de l'air et les nuisances sonores (p.134, 158). Les éléments sont extrêmement succincts, aucune étude spécifique n'a été menée (dans le cadre de la procédure d'évaluation des risques sanitaires - ERS). Par ailleurs, l'étude d'impact aurait pu mentionner la nécessité de mettre en place une végétalisation adaptée, évitant la plantation d'essences susceptibles de déclencher ou d'amplifier des allergies respiratoires. Le dossier devrait être amélioré sur ces points.

Energies renouvelables

L'autorité environnementale note que l'étude du potentiel d'énergies renouvelables de février 2012, jointe en annexe, préconise le raccordement à des capteurs solaires thermiques et prévoit la création de réseau de chaleur. L'étude d'impact aborde la thématique énergétique uniquement selon le volet énergies renouvelables (hormis pour le transport où les émissions de gaz à effet de serre ont été étudiées). Elle ne comporte pas d'éléments sur les niveaux de performance énergétique des bâtiments envisagés. Pour rappel, la diminution des consommations d'énergie doit être la priorité avant même

d'envisager la production d'énergie de façon renouvelable. L'étude pourrait préciser si le seul respect de la réglementation thermique RT 2012 est visé ou s'il y a une volonté d'être plus ambitieux en imposant des objectifs énergétiques plus ambitieux au lotisseur, afin d'en faire un projet exemplaire.

L'autorité environnementale rappelle que le Schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie (SRCAE) de la région Île-de-France fixe, notamment, à l'horizon 2020 et 2050, les objectifs qualitatifs et quantitatifs à atteindre en matière de valorisation du potentiel énergétique terrestre, renouvelable et de récupération.¹

Chantier

La série de mesures environnementales et d'information proposée dans le cadre de la charte de chantier vert dans l'étude d'impact permettra de limiter les nuisances aux riverains. A ce titre, la réglementation applicable au bruit de chantier de travaux publics ou privés (Code de la santé publique, article R.1334-36 ; arrêté préfectoral n° 2009-297 du 28 avril 2009 concernant la lutte contre les bruits de voisinage du Val-d'Oise, article 4) est à rappeler.

4. L'analyse du résumé non technique

L'objectif du résumé non technique est de donner à un lecteur non spécialiste une vision synthétique de tous les sujets traités dans l'étude d'impact. Le document présenté est de bonne qualité et des synthèses thématiques permettent au lecteur de se référer au contexte de cette opération. Un plan de situation de l'opération et un descriptif du projet accompagné de cartes thématiques des principaux enjeux ont été mis en valeur par des photographies. La présentation des impacts et de leur compensation permet au lecteur de se faire une opinion sans se référer à l'ensemble des différentes pièces du dossier.

5. Information, Consultation et participation du public

L'avis de l'autorité environnementale est également disponible sur le site Internet de la préfecture de Région et de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Energie et de l'Environnement d'Île-de-France.

Le préfet de région, autorité environnementale

Le Préfet de la Région Île-de-France
Préfet de Paris

Jean DAUBIGNY

¹ Le SRCAE a été approuvé par le Conseil régional d'Île-de-France le 23 novembre 2012, puis arrêté le 14 décembre 2012 par le préfet de région Île-de-France (conformément aux articles L 222-1 à L 222-3 du code de l'environnement). Il est consultable sur le lien : <http://www.srcae-idf.fr>

ETUDE D'IMPACT PARC D'ACTIVITES DES GRANDS CHAMPS

Mémoire complémentaire de SAS Les Grands Champs Aménagement

Avis de l'Autorité Environnementale N°EE-777-13



SAS Les Grands Champs Aménagement

**Mémoire complémentaire de SAS Les Grands Champs Aménagement après avis de l'Autorité
Environnementale N°EE-777-13**

1) Résumé de l'avis	
Remarque formulée par l'autorité environnementale	Réponse et/ou ajustement apportés par SAS Les Grands Champs Aménagement
	Réponse argumentée
Avis de l'architecte des bâtiments de France	Le projet ne se situe pas dans le périmètre de 500 mètres autour de l'église (périmètre de protection des monuments historiques nécessitant un avis des Architectes des Bâtiments de France). La commune n'a pas demandé une extension de ce périmètre. Se reporter au périmètre et au courrier de la commune Annexe 1.

2) L'analyse des enjeux environnementaux	
Remarque formulée par l'autorité environnementale	Réponse et/ou ajustement apportés par SAS Les Grands Champs Aménagement
	Réponse argumentée
1) Identifier le captage AEP « Le Blanc Mesnil »	1) Le captage « Le Blanc Mesnil » localisé sur la commune de le Thillay alimente la commune de Le Blanc Mesnil (voir Annexe 2). Les périmètres de protection de ce captage sont en cours de définition. L'arrêté préfectoral n'a pas encore été signé
2) Complément d'information concernant la nappe captée par les ouvrages AEP	2) Les captages de la zone d'étude sont installés dans l'aquifère du calcaire grossier et des sables de Cuise (préférentiellement dans les sables mieux protégés et plus profonds). La nappe du Lutétien -Yprésien a un intérêt économique régional, et est activement exploitée pour l'alimentation en eau potable des collectivités. La nappe du Lutétien-Yprésien imprègne l'aquifère des calcaires fissurés du Lutétien et l'aquifère sableux de l'Yprésien. L'absence de niveaux imperméables entre ces deux horizons fait qu'il y a communication entre les aquifères et que les pressions s'équilibrent à peu près. Dans l'ensemble du secteur on considère donc la nappe du Lutétien et de l'Yprésien comme une nappe unique. L'épaisseur totale de cet aquifère est d'environ 30m (dont 20m mouillés) pour le Lutétien et 35m pour l'Yprésien. C'est donc un aquifère d'environ 60 mètres d'épaisseur dont le toit et le mur sont constitués respectivement par les marnes et caillasses et les argiles sparnaciennes. Les marnes et caillasses sont semi-perméables et séparent cet aquifère de celui des Sables de Beauchamp précédemment décrit. Toutefois l'eau semble pouvoir circuler entre les bancs de caillasses et de marnes, parallèlement à la stratification et également dans les cassures perpendiculaires. Les circulations aquifères peuvent s'y produire horizontalement et verticalement. Un relevé piézométrique précis de la nappe en aval hydraulique a été fait dans l'ensemble du secteur en octobre 1996. Il montre que la nappe s'écoule vers le sud sud-ouest avec une pente d'environ 2,5 à 3 pour mille. La nappe est libre à la hauteur de Puiseux et commence à devenir captive sous les Marnes et Caillasses un peu au sud de la zone industrielle de Louvres. La transmissivité de l'ensemble Lutétien + Yprésien a été estimée à 8.10^{-3} m/s dans l'étude BURGEAP 1973. Cette valeur correspond globalement aux autres données dont on dispose sur les captages. Localement le Lutétien a une perméabilité encore plus élevée : au sud de l'agglomération de Louvres on a observé un débit spécifique supérieur à $100 \text{ m}^3/\text{h}/\text{m}$ (soit une transmissivité de l'ordre de 3.10^{-2} m/s) sur deux puits qui captent le sommet du calcaire grossier (ferme Secrétain et place Vitelle).

<p>Cohérence du projet d'un point de vue acoustique avec la carte stratégique du bruit dans l'environnement (article L 572-1 et suivant du code de l'environnement) du Val-d'Oise.</p>	<p>Les textes d'application de la Directive n° 2002/49/CE du Parlement européen et du Conseil du 25 juin 2002 relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement sont à l'origine de la cartographie du bruit sur les grandes agglomérations (plus de 100 000 habitants) et en bordure des grands axes de transport terrestre (plus de 3 millions de véhicules par an).</p> <p>Dans ce cadre des cartes du bruit routier ont été produites par l'Etat sur le département du Val d'Oise (disponibles en ligne sur le site de la DDT du Val d'Oise).</p> <p>Les cartes jointes en Annexe 3 visualisent le bruit routier sur la zone d'étude selon les deux indicateurs européens Lden et Ln. On y observe l'effet atténuateur du merlonnage situé en bordure de la RD317 au niveau de la zone d'étude.</p> <p>L'indicateur Lden est une moyenne énergétique pondérée des niveaux sonores day(6h-18h), evening(18h-22h) (+5 dB de pénalité) et night(22h-6h) (+10 dB de pénalité).</p> <p>L'indicateur Ln correspond au niveau nocturne. Ces deux indicateurs sont calculés hors façade des bâtiments contrairement aux indicateurs français.</p> <p>Les niveaux sonores identifiés sur la carte stratégique du bruit indique un niveau sonore élevé entre 60 et 70db (A).</p> <p>Le merlon paysager existant en bordure de la RD 317 atténue l'impact acoustique routier de la RD 317. Les aménagements prévus à l'intérieur du futur parc d'activités à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le merlon paysager en frange ouest - L'écran paysager en frange sud et est <p>Vont également atténuer les impacts acoustiques routiers et par conséquent contribuer à une amélioration du cadre de vie des populations.</p> <p>Par conséquent, le projet est compatible avec la carte stratégique du bruit dans l'environnement.</p>
--	--

3) L'analyse des impacts environnementaux	
Remarque formulée par l'autorité environnementale	Réponse et/ou ajustement apportés par SAS Les Grands Champs Aménagement Réponse argumentée
<p>Constitution d'un front naturel au sud du projet</p>	<p>Les orientations d'aménagement du PLU prévoient la constitution d'un front naturel au sud du projet. Le plan masse du projet d'aménagement qui figure page 120 de l'étude d'impact précise les caractéristiques du front naturel par l'intermédiaire d'une coupe : un écran paysager sera réalisé au sud du lotissement (cet écran s'appuie sur la coulée verte existante en limite sud) et à l'est ainsi qu'un merlon paysager sur la façade ouest du lotissement. Les caractéristiques de ces aménagements paysagers sont décrites dans la pièce 2 du permis d'aménager. Cette pièce est également jointe au présent dossier d'enquête publique.</p>

Etude d'impact zone d'activité des Grands Champs

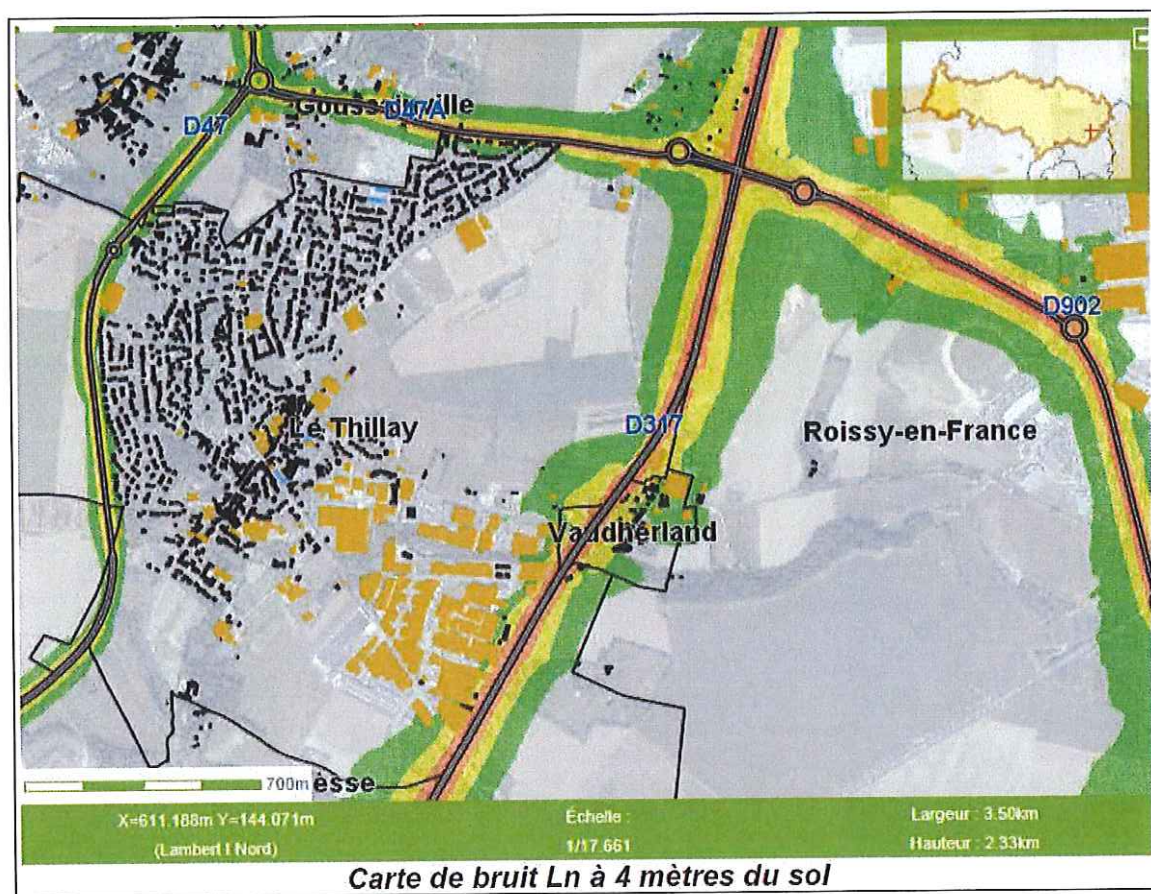
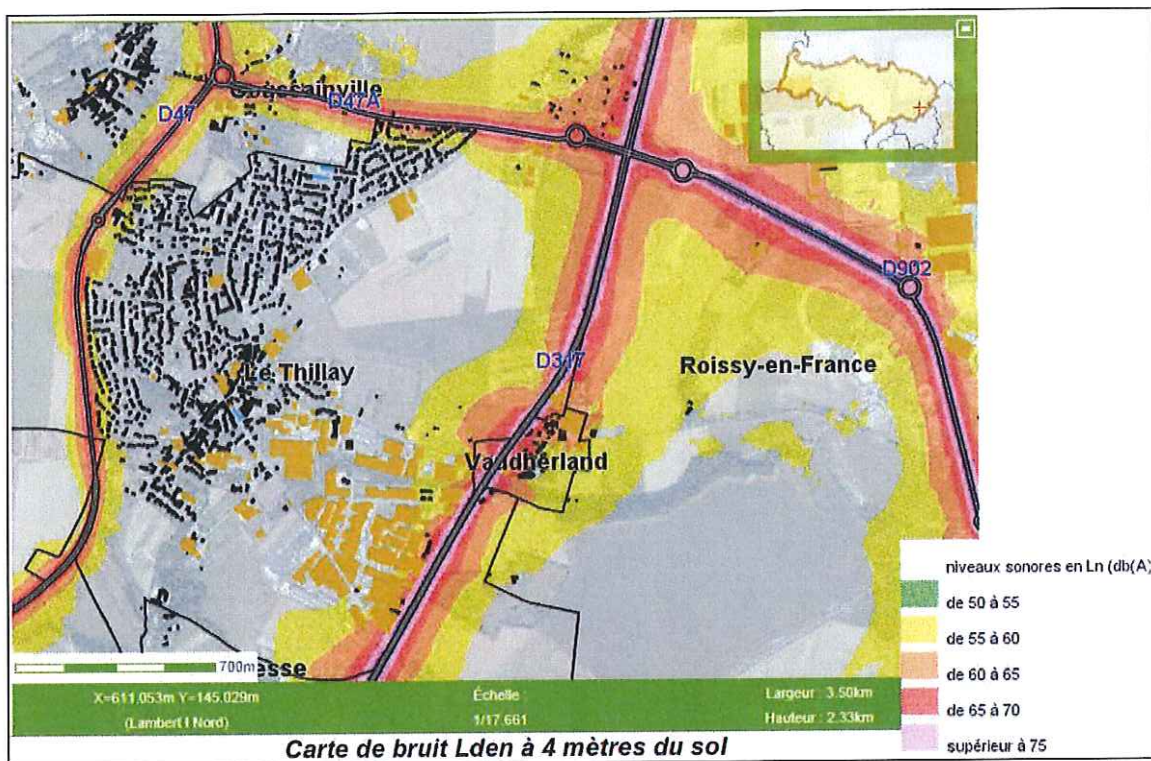
Réponses à l'autorité environnementale

Potentialité d'un arrêt de TCSP	Des réflexions pourront être engagées avec les transporteurs lorsque les besoins des utilisateurs seront identifiables.
Impacts cumulés des projets sur les exploitations agricoles	Le projet est identifié sur tous les documents d'urbanisme en vigueur (SDRIF, SCOT, PLU). Par conséquent, la DDT qui assure le secrétariat de la CDCEA n'a pas jugé utile de le présenter devant la commission.
Viabilité des exploitations agricoles	Trois agriculteurs exploitent le site dont deux sont concernés par des pertes de surfaces exploitées. L'un d'eux va être amené à cesser son activité à court terme (retraite). Le second va diversifier ces exploitations grâce à l'indemnité d'éviction perçue. Le troisième n'est pas concerné par la diminution de son exploitation. Au contraire, le remembrement proposé par le lotisseur va optimiser son exploitation.
1) Estimation des consommations d'eau	1) Le fermier et le gestionnaire du réseau d'eau potable sur la commune (Compagnie des Eaux de Goussainville) ont été consultés. Le CEG a proposé une alimentation depuis le réseau de Le Thillay pour la desserte en eau potable avec un bouclage depuis un raccordement sur la rue Maurice Berteaux au sud et un raccordement sur une canalisation désaffectée sur la RD 47a. Pour la défense incendie, un raccordement est prévu sur une canalisation appartenant à Goussainville au niveau de la RD 47a. Le projet soumis à l'enquête est un projet d'aménagement. Les utilisateurs n'étant pas encore identifiés, les consommations en eau n'ont pu être estimées.
2) Analyse des effets cumulés sur la station d'épuration de Bonneuil-en-France	2) Le projet est situé sur le bassin versant du Croult et du petit Rosne. L'ensemble des eaux usées de ce territoire sont acheminées vers la station d'épuration de Bonneuil – en – France. Le SIAH a été consulté lors de la conception du projet (Annexe 4). De son côté, le SIAH a consulté l'ensemble des communes de son territoire afin d'identifier l'ensemble des projets à venir à court, moyen et long terme et de planifier les travaux nécessaires à l'augmentation des effluents. De plus un dossier de demande d'autorisation au titre de la loi sur l'eau spécifiant la gestion des eaux a été élaboré et transmis en préfecture. Il figure dans le présent dossier d'enquête publique.
3) Pollution accidentelle	3) Compte tenu de l'aménagement de la voie principale (cheminement piéton, espaces verts, piste cyclable) la noue est distante de la chaussée de 7,5 mètres. De plus, des doubles bordures sont prévues le long de la voie principale afin d'éviter le stationnement sauvage. Ces éléments limitent fortement le risque de pollution des noues suite à un véhicule accidenté. Une ASL sera créée pour gérer l'entretien des espaces communs jusqu'à leur rétrocession dans le domaine public.
1) Réflexion globale sur la gestion du trafic de la zone	1) Des études de trafic ont été réalisées en 2011 et 2012 par le Conseil Général du Val d'Oise prenant en compte les projets d'aménagement sur le territoire. A ce titre un comptage du trafic existant a été effectué et des études prospectives ont estimé les flux supplémentaires générés par les futurs projets. Ces études sont jointes au présent dossier d'enquête publique. Les conclusions de ces études ont conduit le CGVO à imposer un raccordement du futur lotissement sur la RD 317. Le giratoire créé au sein du lotissement a été conçu afin de permettre le raccordement vers le sud sur la rue Maurice Berteaux suite aux études menées par la collectivité. La future voie de raccordement vers le sud a été positionnée de manière à ne pas couper le Corridor écologique inscrit au PLU et de manière à limiter les terrassements compte tenu de la topographie du site.

<p>2) Pertinence de la configuration du site</p> <p>3) Spécification des mesures envisagées pour limiter l'impact des futures activités et trafic routier sur la qualité de l'air</p> <p>4) Solutions envisagée pour limiter le risque d'allergie respiratoire</p>	<p>Cet ouvrage sera réalisé à terme par la collectivité car il ne constitue pas un équipement nécessaire aux besoins des futurs usagers au lotissement.</p> <p>2) La ZA Les Grands Champs se situe en entrée de ville, ainsi une attention particulière sera portée au traitement architectural de la zone. De plus, le PLU impose un front bâti le long de la RD 317. L'implantation de bureaux et d'hôtels au nord et à l'est de la zone est donc cohérente avec les demandes de la collectivité. Les vues depuis les zones habitées (sud et ouest de la ZA Les Grands Champs) sont quasiment inexistantes compte tenu des dimensions du merlon paysager présent à l'ouest et de l'écran paysager présent au sud.</p> <p>3) Le projet prévoit des espaces densément plantés en différentes strates: merlon, écran paysager, noue, de végétaux pour partie à croissance rapide, frêne, saule, châtaignier, érable, amélanchier, feuillus susceptibles d'augmenter les échanges gazeux et de capturer le Co2.</p> <p>De plus, plusieurs mesures peuvent être mises en place pour jouer un rôle dans la limitation de la pollution atmosphérique à proximité d'une voie. Les remblais, la végétalisation des talus, la mise en place d'écrans végétaux, piégeant certains polluants et les protections phoniques limitent la dispersion des polluants en facilitant sa dilution et sa déviation.</p> <p>De plus, la diffusion de la pollution particulaire peut quant à elle être piégée par ces écrans physiques (protection phonique) et végétaux (plantation).</p> <p>Les protections phoniques, en plus de limiter l'impact sonore, entraînent ainsi une diminution des concentrations induites par la voie de l'ordre de 10 à 30% à une distance de 70 à 100 m du mur, c'est à dire là où l'impact de la voie est significatif.</p> <p>La plantation d'écran végétaux (de préférence des conifères, qui capturent mieux les particules), peut également conduire à une diminution sensible des concentrations (10, voire 20 ou 40% suivant les conditions de vent).</p> <p>Enfin, le recours aux énergies renouvelables sera étudié en phase de conception des bâtiments. Ceci génère une diminution des consommations d'énergie fossile et donc une diminution des émissions de polluants atmosphériques locaux et de gaz à effet de serre.</p> <p>4) Les végétaux proposés dans la pièce 2 du permis d'aménager pour la constitution du merlon et des écrans paysagers (frênes oxycarpa, châtaignier, érable champêtre, pin sylvestre, saule, liquidambar, ostrya, charme houblon), au regard de l'indicateur RNSA, , représentent un faible potentiel allergisant. Seul le chêne, d'un potentiel moyen, dès lors qu'il n'est pas en grand nombre peut être intégré en mélange.</p>
<p>Energie renouvelable : respect de la réglementation thermique RT 2012</p>	<p>Les bâtiments seront construits en respectant au minimum la réglementation thermique en vigueur. L'objectif est d'obtenir au moins pour une partie des bâtiments un label. Les prescriptions en matière de réglementation thermique seront indiquées dans le cahier des charges de cessions de terrains</p>

Annexe 1 : Périmètre des Architectes des Bâtiments de France

Annexe 3 : carte stratégique du bruit du Val d'Oise



Annexe 4 : Courrier SIAH

DÉPARTEMENT DU VAL D'OISE
Arrondissement de Sarcelles

SYNDICAT INTERCOMMUNAL
POUR L'AMÉNAGEMENT HYDRAULIQUE
DES VALLÉES DU CROULT ET DU PETIT ROSNE



Croult et Petit

COMMUNE DE LE THILLAY
Sce dest. : *ABA*
28 AOUT 2013
Arrivé le
N° Copies *59*

Bonneuil-en-France, le 27 AOUT 2013

Monsieur le Maire
3, rue des Ecoles
BP 814 - Le Thillay
95508 GONESSE CEDEX

A l'attention de Stéphanie LUKOWSKI

Déborah MARCO, Directeur Général Adjoint, Responsable des services techniques
Julie BERNICOT, Responsable du Service Urbanisme et Milieu Naturel
Affaire suivie par Benjamin MOUFFLET, Technicien Environnement (tel : 01 30 11 15 79)

OBJET Commune du LE THILLAY
Aménagement d'un parc d'activités - SAS Grands Champs Aménagement
V/REF PA 95 612 13 E 0001 - Lieu dit « Les Grands Champs » Le Thillay
Votre demande d'avis en date du 19/07/13, reçue le 29/07/13
N/REF BM 13 - T/12 n° 39487
Plaquettes (prescriptions techniques, demande de raccordement), exemples de techniques alternatives de gestion des eaux pluviales et zonage d'assainissement des eaux pluviales de la commune transmis à l'attention du pétitionnaire

Vu le Code de la Santé Publique et en particulier ses articles L 1331-7 et L 1331-10 ;

~~Vu le Règlement d'Assainissement du Syndicat adopté le 23 juin 2004, et approuvé par la commune le 24 septembre 2004 ;~~

Vu la délibération du Conseil Municipal du 1^{er} décembre 2010 adoptant le projet de zonage d'assainissement des eaux usées et pluviales, délimité sur le territoire de la commune de Le Thillay ;

Le Syndicat émet un avis favorable sous réserve des prescriptions suivantes :

- Le pétitionnaire assurera la séparation des Eaux Usées et des Eaux Pluviales.
 - Les branchements d'Eaux Usées et d'Eaux Pluviales seront réalisés selon les prescriptions du règlement d'assainissement en vigueur.
 - Le pétitionnaire devra s'assurer de la présence de concessionnaires (EDF, GDF, France Télécom, Eau Potable,...) susceptibles de générer des contraintes en terme de faisabilité et/ou de coût pour la réalisation des branchements d'assainissement.
 - Un dispositif de relevage sera à mettre en œuvre si le projet de construction est situé en contrebas.
- L'avis donné vise strictement les mesures à mettre en œuvre dans l'article 4 du Plan Local d'Urbanisme (PLU).
- L'accord des services préfectoraux concernant la demande d'autorisation au titre de la loi sur l'eau.

En ce qui concerne les Eaux Pluviales, le volume de rétention nécessaire à la gestion des eaux pluviales issues des parties du domaine public (voiries, trottoirs, pistes cyclables et espace verts) est de l'ordre de 595 m³. Ce volume a été calculé pour une pluie d'occurrence 50 ans et un débit global maximal de restitution au réseau public de 1 L/s. Ce volume de stockage des eaux de pluie vise à limiter les risques d'inondation.

Ce volume peut être moindre en cas d'infiltration des eaux de pluie (vitesse d'infiltration des sols au droit du projet à évaluer au préalable par le pétitionnaire).

Le stockage pourra être réalisé sous la forme d'une canalisation surdimensionnée et de noues infiltrantes, comme il est indiqué dans le dossier de demande d'autorisation de construire (eaux de ruissellement des trottoirs et de la piste cyclable vers les noues végétalisées d'infiltration et eaux de voiries vers des collecteurs enterrés surdimensionnés), dont le trop-plein pourra être raccordé au réseau intercommunal, rue Maurice Bertaux. Toutefois, en fonction de la nature du sol, les ouvrages de gestion des eaux pluviales devront être étanches.

IMPORTANT : LES COURRIERS SONT À ADRESSER À :
MONSIEUR LE PRÉSIDENT OU MONSIEUR LE DIRECTEUR GÉNÉRAL
Rue de l'Eau et des Enfants - 95500 Bonneuil-en-France
Accueil : 01 30 11 15 15

Télécopie : Services Administratifs 01 30 11 16 89 - Services Techniques 01 39 93 32 32
E-mail : info@siah-croult.org Internet : www.siah-croult.org

Si l'infiltration des eaux pluviales n'est pas possible, les exutoires des ouvrages destinés à la gestion des eaux pluviales pourront être raccordés au réseau intercommunal, rue Maurice Bertaux.

Le raccordement sera mis en œuvre de façon à ne pas déverser les eaux de pluie sur la voirie (risque de verglas).

En cas de réutilisation des eaux pluviales pour des usages domestiques extérieurs et/ou intérieurs au bâtiment d'habitation (limités aux toilettes, au lavage des sols et pour le lavage du linge), les équipements de récupération de l'eau de pluie devront être conçus et réalisés conformément à la réglementation, de manière à ne pas présenter de risques de contamination vis-à-vis des réseaux de distribution d'eau destinée à la consommation humaine. Tout dispositif d'utilisation de l'eau de pluie pour les usages domestiques intérieurs doit ainsi faire l'objet d'une déclaration auprès du maire. Ce volume de stockage pour des usages de recyclage devra être complémentaire au stockage des eaux de pluie pour disposer du volume calculé ci-avant vide (soit de l'ordre de 595 m³) pour stocker en cas de pluie.

Les eaux de ruissellement des voies de circulation et des places de parking seront dirigées vers un séparateur à hydrocarbures en amont du raccordement au réseau public d'assainissement. Ce dernier devra être équipé d'un by-pass pour éviter tout lessivage de l'ouvrage et pour permettre son entretien. Les curures seront évacuées en centre de traitement agréé.

Il revient au pétitionnaire de concevoir et d'entretenir les ouvrages de prétraitement (fréquence au minimum annuelle), de rétention et de régulation des eaux pluviales.

L'accessibilité aux ouvrages de prétraitement devra être étudiée à la conception pour faciliter leur surveillance et leur entretien.

L'entretien des espaces verts et de la voirie doit être fait de manière à limiter le ruissellement de substances polluantes au milieu naturel (mise en place de techniques alternatives, type paillage ou désherbage thermique...).

En ce qui concerne les eaux pluviales issues de chaque lot individuel, celles – ci seront gérées à la parcelle.

Ainsi, chacun des lots aura son propre récupérateur des eaux pluviales, qui devra être étanche, en fonction de la nature du sol, dont le trop-plein pourra être orienté sur les espaces verts ou faire l'objet d'un aménagement intégré aux espaces verts (noues enherbées...).

Le volume de chaque récupérateur des eaux pluviales sera calculé lors du dépôt d'autorisation de construire de chaque lot.

Toutes précautions devront être prises afin que les Eaux Pluviales ne se déversent pas sur les propriétés voisines

En ce qui concerne les Eaux Usées, celles – ci seront raccordées au réseau intercommunal d'eaux usées qui passe sous la voie publique, rue Maurice Bertaux, via le réseau (Ø 200 en grès) interne au projet.

Lors du dépôt des permis de construire pour chacun des lots, chacun des pétitionnaire s'acquittera du montant de la Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (PFAC), calculé sur la base d'une surface plancher.

Par ailleurs, le pétitionnaire devra transmettre au Syndicat un plan de projet de l'assainissement (réseaux d'eaux pluviales, réseaux d'eaux usées, techniques de rétention, régulation prévues,...) pour avis avant commencement des travaux.

Ce plan devra faire apparaître les ouvrages existants et les ouvrages créés dans le cadre du projet, il devra comporter la localisation et les dimensions précises du ou des systèmes de gestion des eaux pluviales existants et projetés. Les systèmes incluront la collecte, le prétraitement, le stockage, la régulation et le raccordement au réseau public.

Le plan de récolement sera à transmettre au Syndicat au plus tard dans les 6 mois après la réalisation des travaux. Les modalités de la surveillance et de l'entretien des ouvrages de collecte, stockage, restitution et de prétraitement des eaux pluviales sur l'opération ainsi que les coordonnées de l'entité et/ou de la personne en charge de l'entretien seront à transmettre au Syndicat.

Afin de s'assurer de la bonne réalisation des travaux, le pétitionnaire devra prendre contact préalablement avec un technicien du Syndicat afin de définir les modalités techniques et administratives. Une fois cette démarche réalisée, la commune pourra prendre un arrêté de voirie permettant l'exécution des travaux.

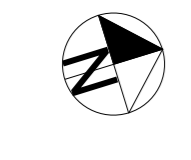
Le Directeur Général,

60/ 
ERIC CHANAL



PLAN NIVELLEMENT

APS		PIECES GRAPHIQUES / ECRITES		EDH : 1:250	
INDICE	DATE	MODIFICATIONS		DATE : 10/12/2020	
0	30/11/2020	Emission initiale			
1	10/12/2020	Mise à jour			



LOT	EMETTEUR	TYPE	NIVEAU	INDICE
VRD	GTA ENVIRONNEMENT	PLAN	Masse / RDC	00

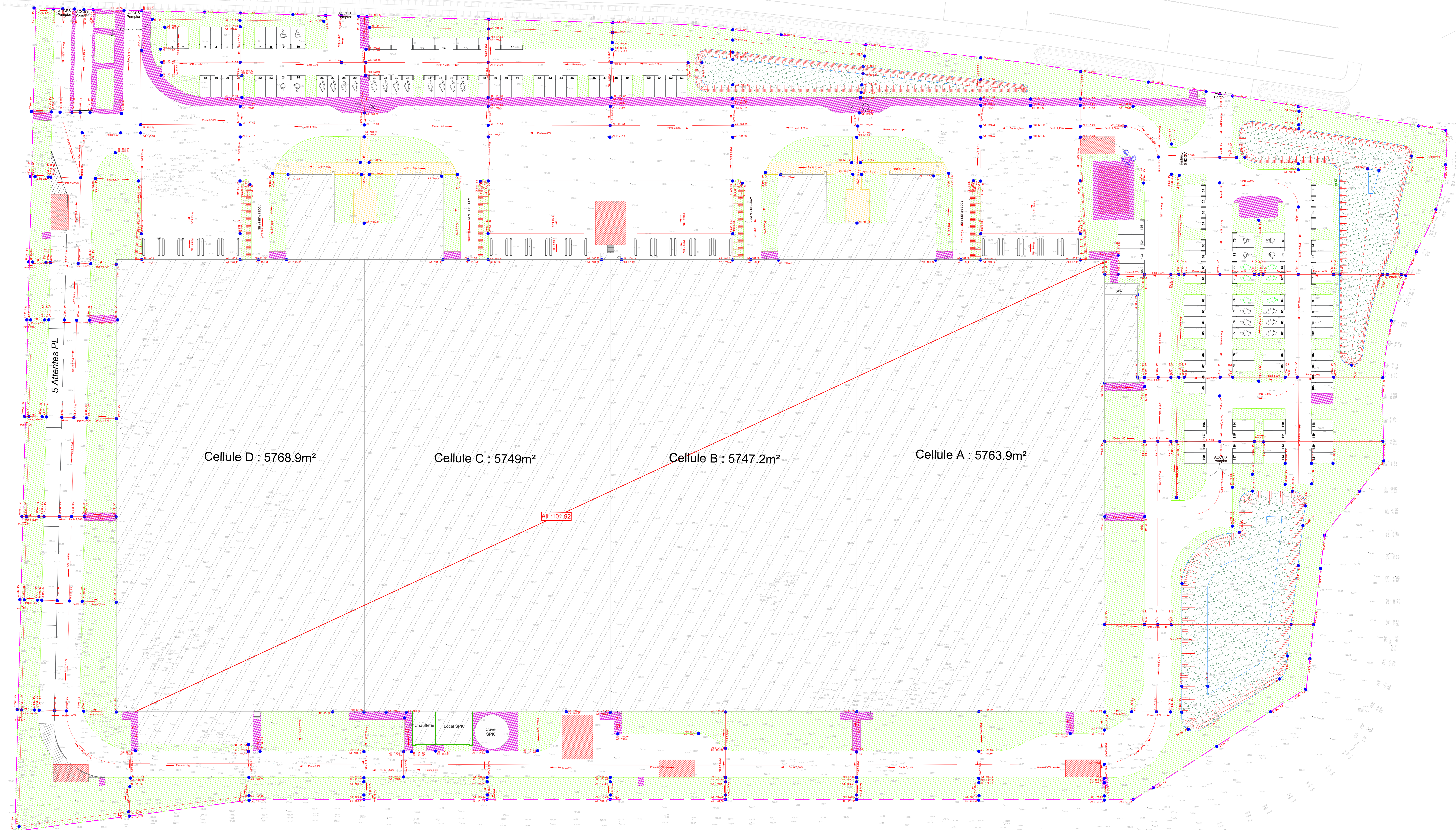
MAITRE D'OUVRAGE
LES GRANDS CHAMPS DEVELOPEMENT
1 avenue Eugene Freyssinet
78200 GUYANCOURT
01 30 42 21 04

MATRISSE D'EXECUTION			
Architectes	Coordination des études	BE Structure	BE Fluides
Atelier M3 83 Boulevard du Montparnasse 75006 Paris 01 46 45 10 18	COTEC 4, rue des grilles 93500 Pantin	Brezillon 55, allée des Impressionnistes 95944 Roissy CDG cedex	MSC Ingénierie 54, rue de bois Bernard 82580 Arceaux-en-Gohelle
BE Espaces	BE Acoustique	BE VRD	AMD Environnement
ELITHIS Ingénierie 1C, Boulevard de Champagne BP 41249 21012 Dijon Cedex	GAMBA 163, rue du Colombier 31670 LABEGE	GTA Environnement 152, rue de Piquis 75012 Paris	Dauchez Payet 119, rue Vignon 75008 Paris
BE ICPE	Bureau de contr	CSS - Carrel SI	CSPS
Socotec 90-112 Avenue de la Liberté 94700 Maisons-Alfort	Qualiconsult 16 rue de la République 95710 Bouffrenoy	Sassec 1 Avenue de l'Europe Centre commercial Belle Epine 94320 Thais	L.S. Corneil 113 rue Montois 75015 Paris

DOCUMENT GRAPHIQUE PROPRIETE INTELLECTUELLE ET HISTORIQUE DATELIER NE REPRODUCTIONS MEME PARTIELLE INTERDITE SANS ACCORD PREALABLE D'ATELIER M3
LES PLANS FOURNIS SE PEUVENT EN AUCUN CAS SERVIR DE BASE CONSTRUCTION POUR LA REALISATION D'OUVRAGES

LEGENDE

	Limite Projet
	Nivellement existant
	Nivellement projet



Cellule D : 5768.9m²

Cellule C : 5749m²

Cellule B : 5747.2m²

Cellule A : 5763.9m²

Alt : 101.92

***Rd317 – Rd47a – Rd902a
Communes du Thillay – Vaudherland
ZAE des Grands Champs***

Phase 1 : Recueil de données de Trafic et diagnostic

Sommaire

1	Préambule : Déroulement des comptages	2
2	Présentation des résultats des Comptages	4
2.1	Trafic Journalier deux sens confondus (Compteurs automatiques)	4
2.2	Résultats des comptages directionnels du 28 Juin 2011	6
2.2.1	Plan de localisation des carrefours enquêtés.....	6
2.2.2	Heure de Pointe du Matin - Trafic en UVP/h et (PL+Bus)/h -	7
2.2.3	Heure de Pointe du Soir - Trafic en UVP/h et (PL+Bus)/h –	8
3	Relevés de temps de parcours	9
4	Principales difficultés de circulation aux Heures de Pointe sur périmètre d'étude	11
5	Conclusion	13
6	Annexes	14
6.1	Glossaire - abréviations :	14
6.2	Détail des compteurs automatiques posés	14

Rapport réalisé par : N.BRISAC Tél. : 01.43.53.69.49
Vérifié par : N.DELAVENNE Tél. : 01.43.53.69.53
Assistante : A.HINNIGER Tél. : 01.43.53.68.90
Assistante : M-C.MIRANDA Tél. : 01.43.53.69.47

CD VIA
(Conseils en Déplacements sur Voirie ISBERIE & Associés)
2, Rue Suchet - 94700 MAISONS-ALFORT
Tél.:01.43.53.69.50-Fax :01.43.53.69.51-E-Mail: cdvia@cdvia.fr

1 PREAMBULE : DEROULEMENT DES COMPTAGES

Ce rapport présente les résultats des enquêtes de circulation qui se sont déroulées fin Juin 2011 dans le cadre de l'étude de trafic lancée pour analyser les impacts locaux de l'aménagement de la zone d'activités « Les Grands Champs » sur la commune du Thillay à l'angle de la Rd317 et de la Rd47a.

Ces enquêtes de circulation ont été rendues nécessaires afin d'établir un diagnostic fin pour prendre en compte les aménagements récents intervenus sur la zone d'étude (Mise en service du Diffuseur du Thillay, fin des travaux sur la Rd317 au niveau de Gonesse avec ouverture complet des échanges Rd317/BIP). A noter que le jalonnement A1->N104, prévu pour rabattre cette liaison par l'itinéraire de la Rd317 n'est pas encore totalement occulté et qu'il reste toujours le jalonnement provisoire via la Rd902a). Les enquêtes réalisées ont consisté à (cf. plan) :

- ✓ La pose de compteurs automatiques sur la Rd47a, la Rd902a, la bretelle Ouest de la Rd317 en accès au Thillay-Vaudherland, la rue M. Berteaux, la rue des Ecoles et la rue de Paris (12 compteurs). Ces compteurs ont été posés entre le 25 juin et le 1 Juillet 2011 (durant une semaine) avec une distinction TV-PL.
- ✓ Des comptages directionnels sur les carrefours :
 - Carrefour Rue des Ecoles/Rue de Paris (dans Thillay Centre)
 - Carrefour Rue M. Berteaux / rue de Paris
 - Carrefour Rue M. Berteaux / Bretelle Ouest Rd317
 - Carrefour Chaussée Ouest Rd317/Bretelle M. Berteaux
 - Carrefour Chaussée Est Rd317/Rue de Paris/Nouvel accès au Parc de la ½ Lune à Vaudherland
 - Diffuseur de la Talmouse (enquête O-D englobant les deux giratoires sur la Rd902a-Rd47a).

Ces enquêtes directionnelles ont été réalisées le mardi 28 Juin 2011 sur deux périodes de deux heures (le matin entre 7h15-9h15 et le soir entre 17h-19h). L'exploitation de ces enquêtes est présentée par la suite sur l'heure de pointe de chacune de ces périodes.

En fin de ce recueil de données, il est présenté :

- les temps de parcours relevés le 28 Juin en pointe entre la RN104 pour rejoindre l'A1 le Matin et inversement le soir suivant les trois itinéraires connus (via la route de l'Arpenteur, la Rd902a et la Rd317 jusqu'au BIP).
- Planches synthétiques des principales difficultés de circulation observées aux périodes de pointe sur le périmètre d'étude.

Etude de Trafic

Rd47e - Rd317 - Rue Marcel Berteaux - Rue des Ecoles sur la Commune du Thillay



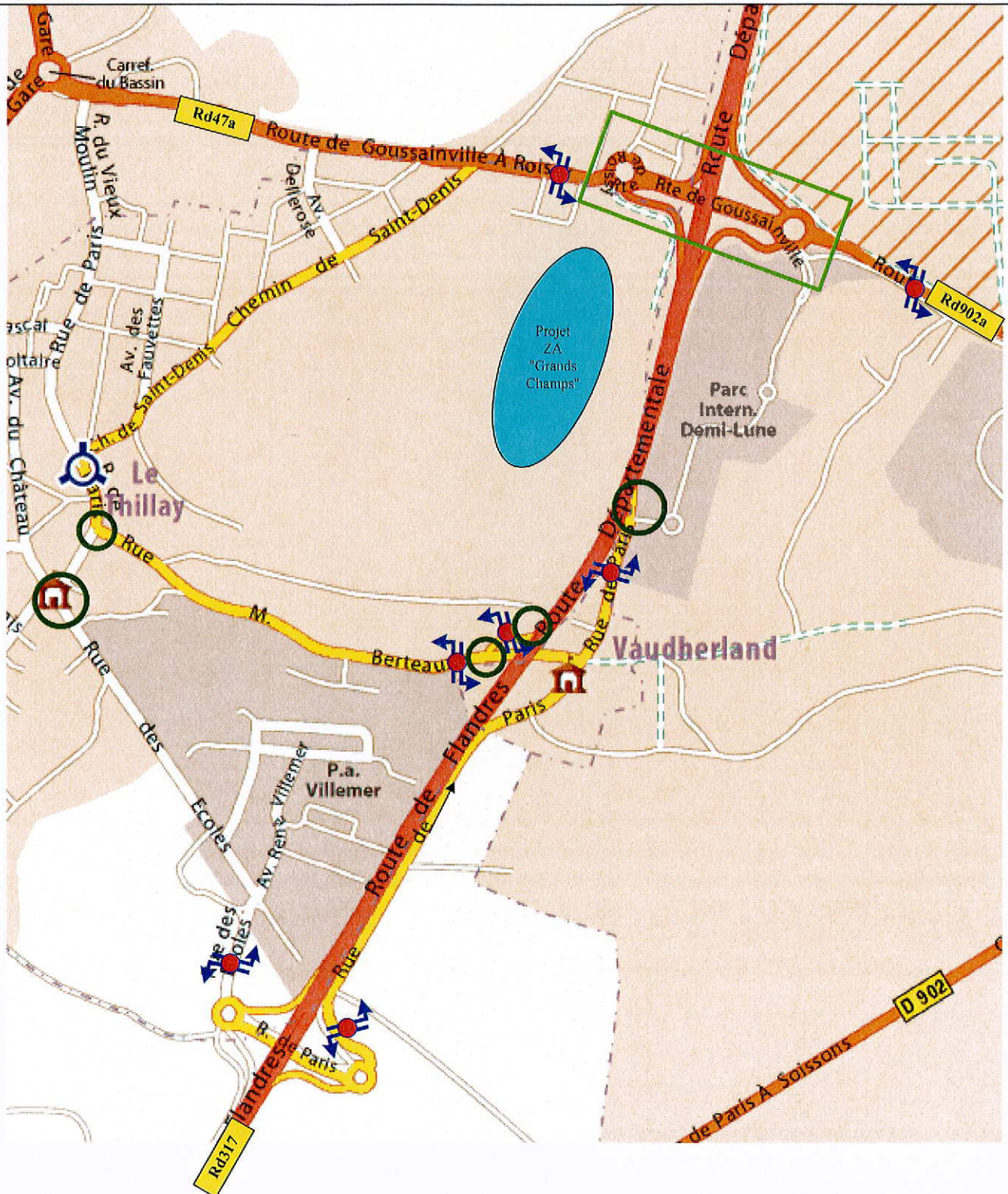
Localisation de Pose des Compteurs automatiques TV-PL



Comptages directionnels aux carrefours (HPM-HPS un jour de référence)



Enquête pour directionnels diffuseur "la Talmouse" (HPM-HPS un jour de référence - 12 enquêteurs OD)



2 PRESENTATION DES RESULTATS DES COMPTAGES

2.1 *Trafic Journalier deux sens confondus (Compteurs automatiques)*

Les résultats détaillés des compteurs sont présentés en annexe de ce rapport.

Les résultats des comptages en trafic journalier deux sens confondus sont synthétisés sur la planche page suivante. Elle présente les trafics journaliers deux sens confondus en moyenne des jours ouvrés (TMJO) et en moyenne sur la semaine complète (TMJ en incluant le WE) en TV/Jour et en PL/Jour.

Le trafic moyen journalier des jours ouvrés représente environ 23 450 véh./jr sur la RD47a à l'ouest de la RD317 et 27 200 véh./jr sur la RD902a à l'est. Le taux de P.L. est respectivement de 11.7% et 9.6%, ce qui représente environ 2 600 à 2 700 P.L./jr sur cet axe.

Le trafic moyen journalier des jours ouvrés sur la bretelle d'E/S entre la RD317 (sens vers Paris) et la Rue Berteaux est de l'ordre de 1 170 véh./jr avec une circulation P.L. de l'ordre de 25% soit environ 300 P.L./jr. Elle s'explique par la desserte des Z.A. riveraines de la Rue Berteaux.

Le trafic moyen journalier des jours ouvrés sur la Rue M. Berteaux est de l'ordre de 1 650 véh./jr avec une circulation P.L. de l'ordre de 14.3% soit environ 240 P.L./jr.

Le trafic moyen journalier des jours ouvrés sur la Rue de Paris pour desservir la commune de Vaudherland est de l'ordre de 500 Véh./jr et de 50 P.L./jr. sur les deux points de comptages disposés sur cette voie.

Le trafic moyen journalier des jours ouvrés sur la Rue des Ecoles est de l'ordre de 5 150 Véh./jr et de 990 P.L./jr., soit 19.2% de la circulation. Cette voie sert de desserte de la partie Sud de la Z.A. du Thillay vers la RD317.

Résultats des compteurs automatiques posés au Thillay du samedi 25 juin au vendredi 1er Juillet 2011 en TMJ et TMJO sens confondus

RD317	TV
TMJ.	24 288



Rd47a	TV	PL	% PL
TMJ.	22 100	2 100	9.5%
TMJ.O.	23 450	2 750	11.7%
Trafic Samedi	20 556	832	4.0%

E S RD317	TV	PL	% PL
TMJ.	940	213	22.7%
TMJ.O.	1 173	292	24.9%
Trafic Samedi	543	51	9.4%

Rue M Beteaux	TV	PL	% PL
TMJ.	1 400	172	12.3%
TMJ.O.	1 650	236	14.3%
Trafic Samedi	860	58	6.7%

RD902a	TV	PL	% PL
TMJ.	25 050	2 100	8.4%
TMJ.O.	27 200	2 600	9.6%
Trafic Samedi	20 150	870	4.3%

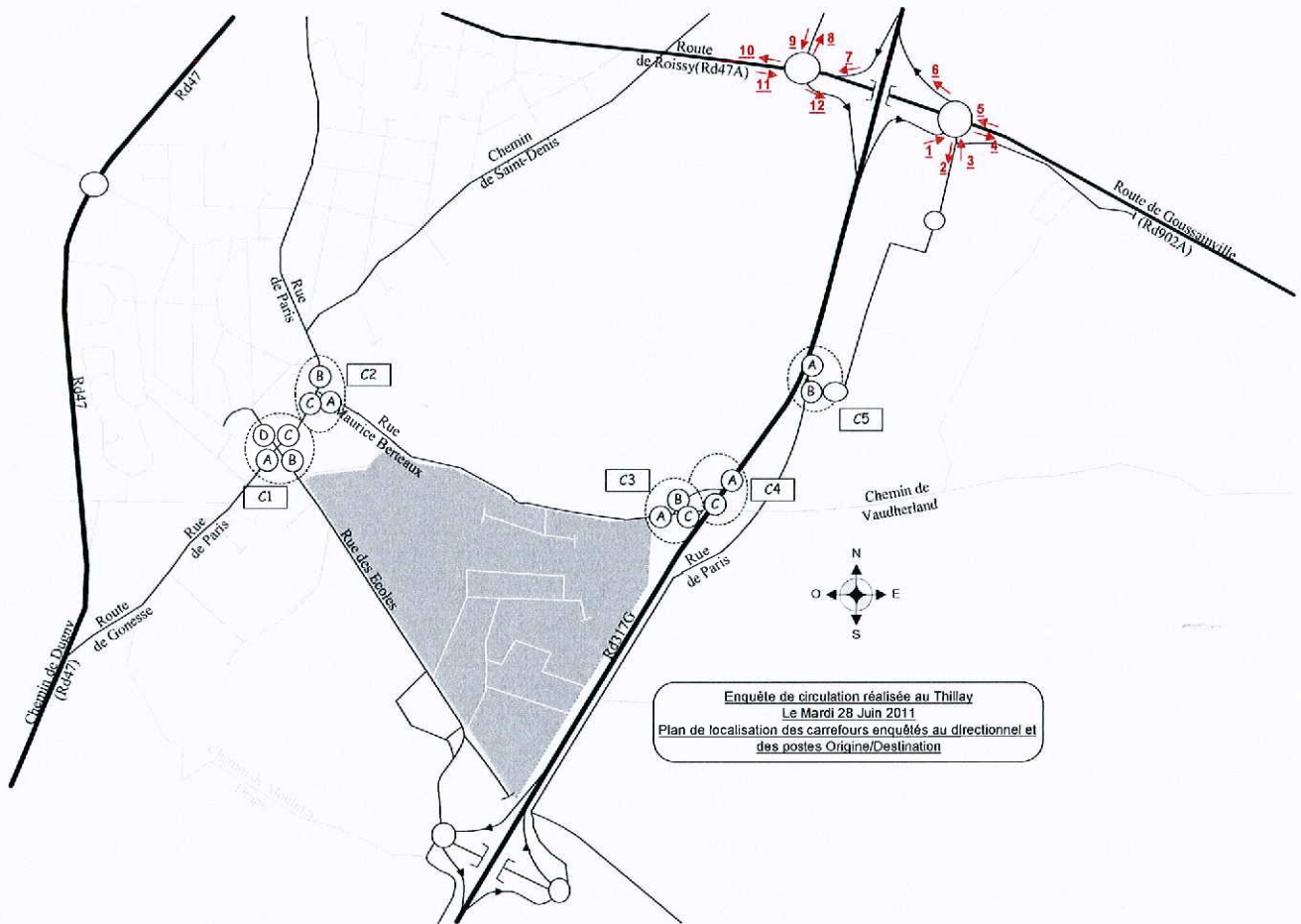
Rue de Paris	TV	PL	% PL
TMJ.	392	39	9.9%
TMJ.O.	464	51	11.0%
Trafic Samedi	251	11	4.4%

Rue de Paris	TV	PL	% PL
TMJ.	392	32	8.2%
TMJ.O.	459	39	8.5%
Trafic Samedi	235	17	7.2%

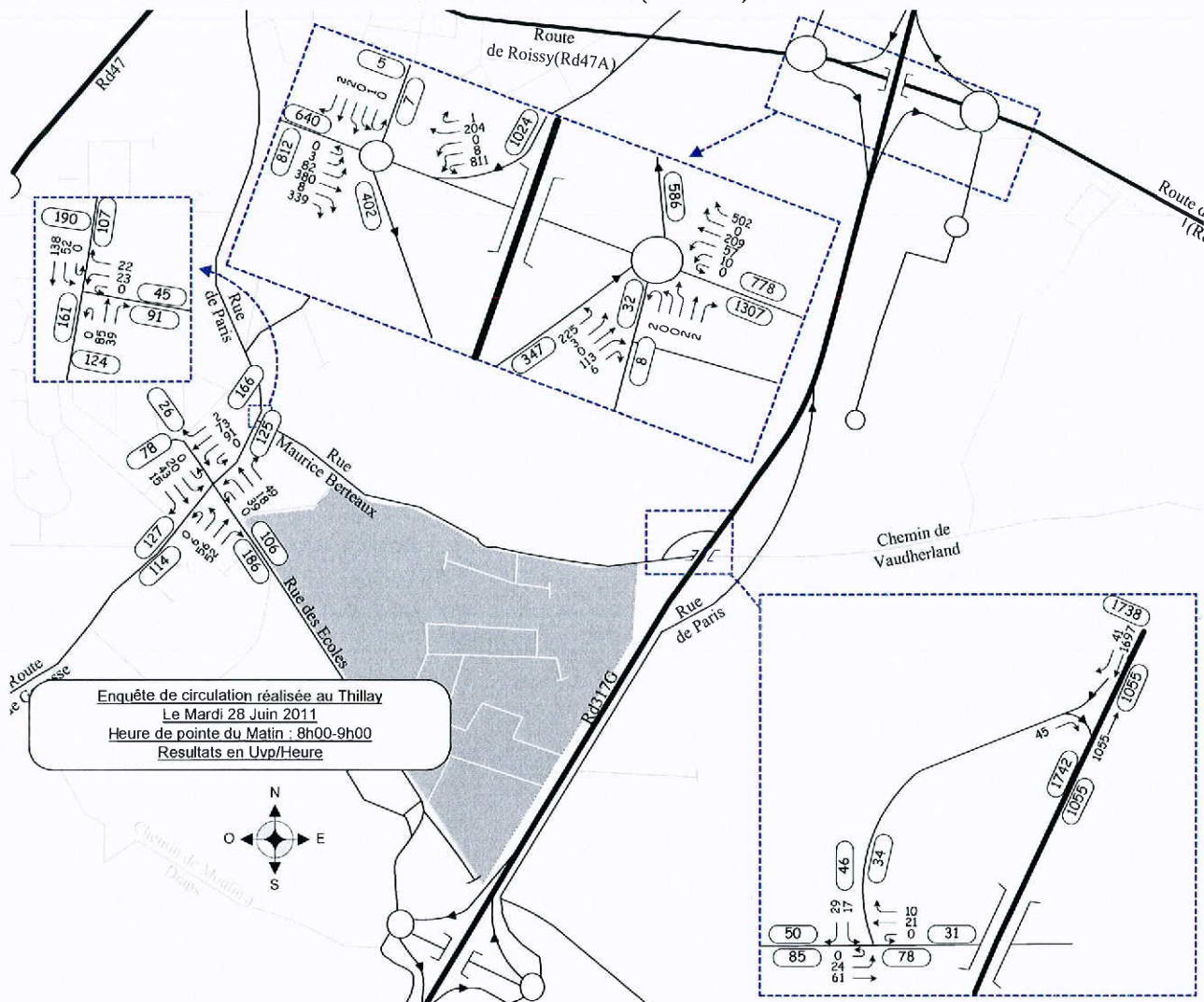
Rue des Ecoles	TV	PL	% PL
TMJ.	4 350	770	17.7%
TMJ.O.	5 150	990	19.2%
Trafic Samedi	2 848	289	10.1%

2.2 Résultats des comptages directionnels du 28 Juin 2011

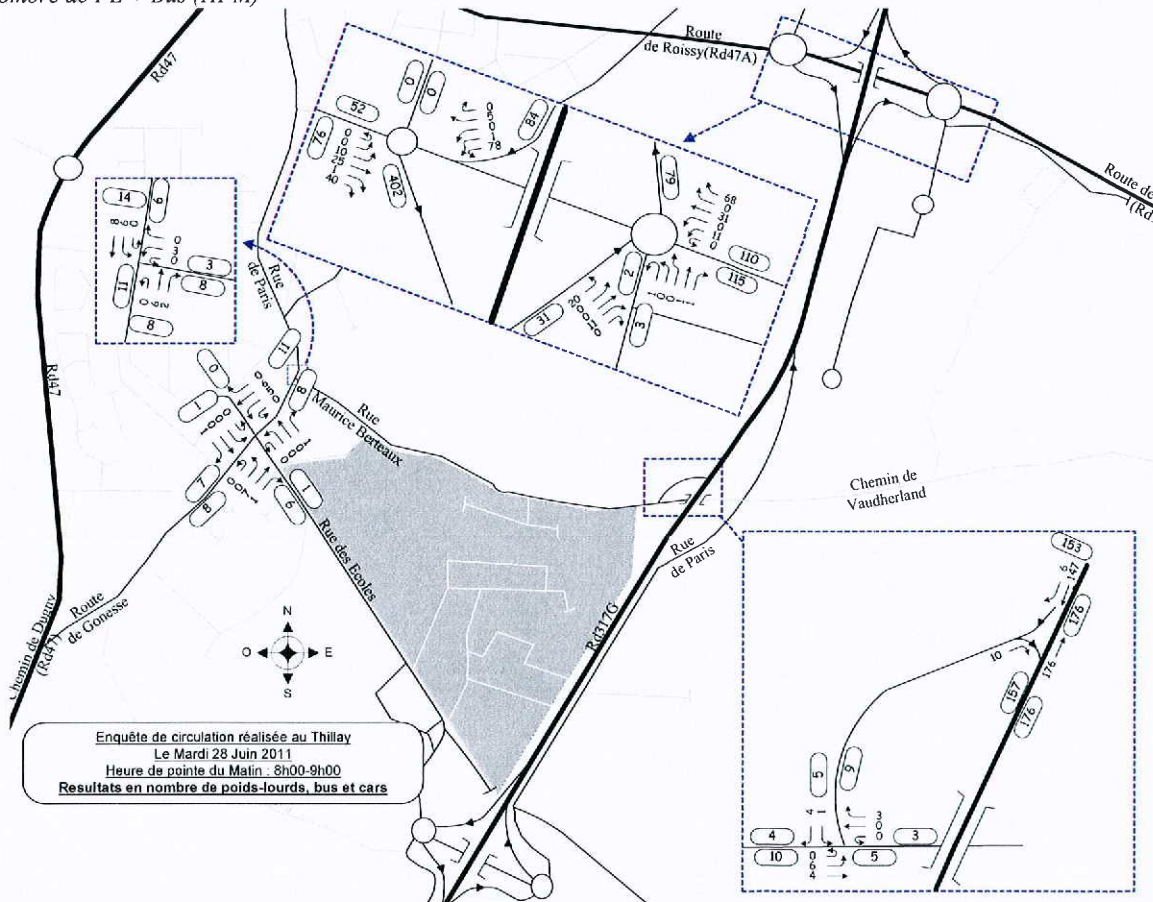
2.2.1 Plan de localisation des carrefours enquêtés



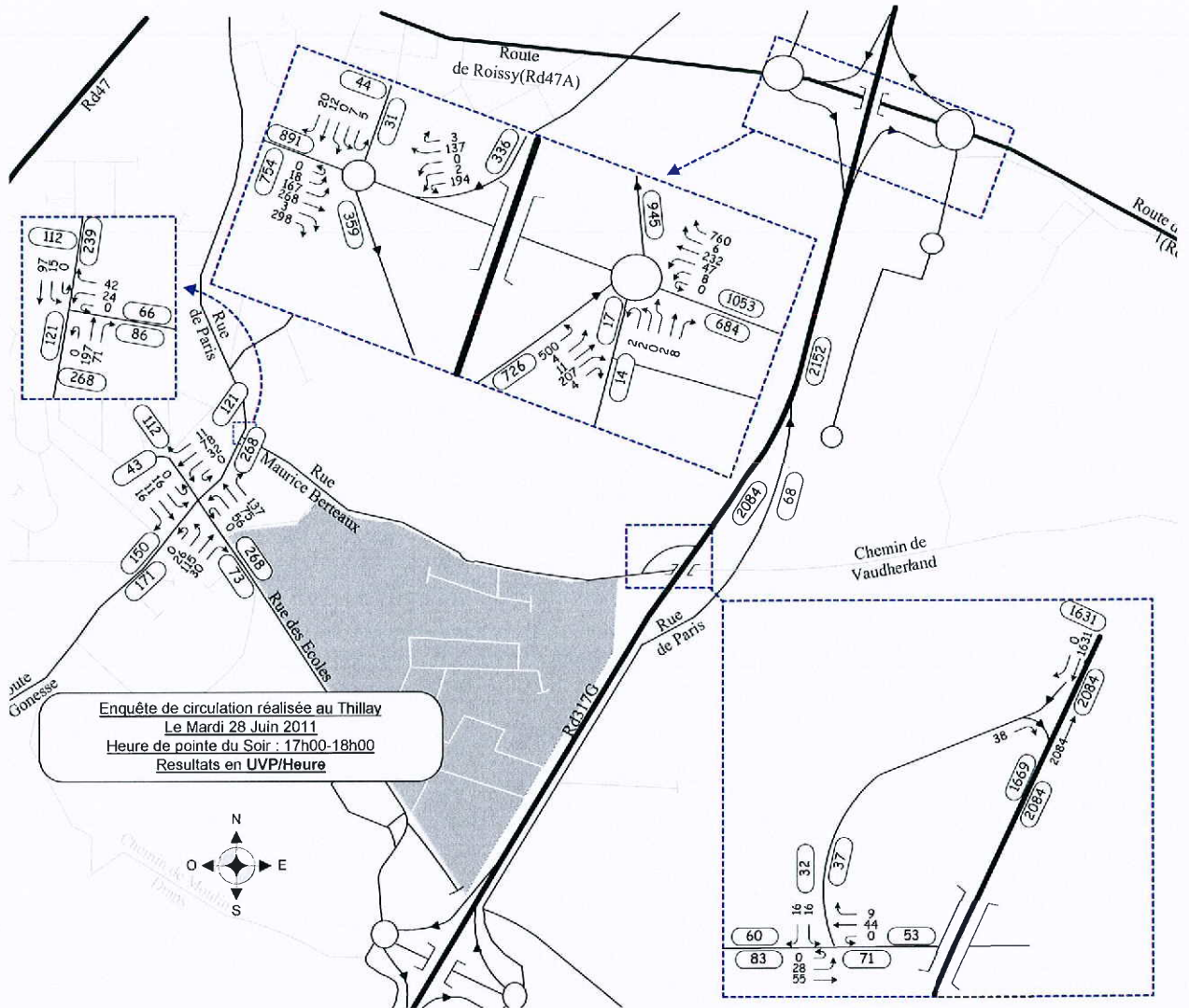
2.2.2 Heure de Pointe du Matin - Trafic en UVP/h et (PL+Bus)/h -



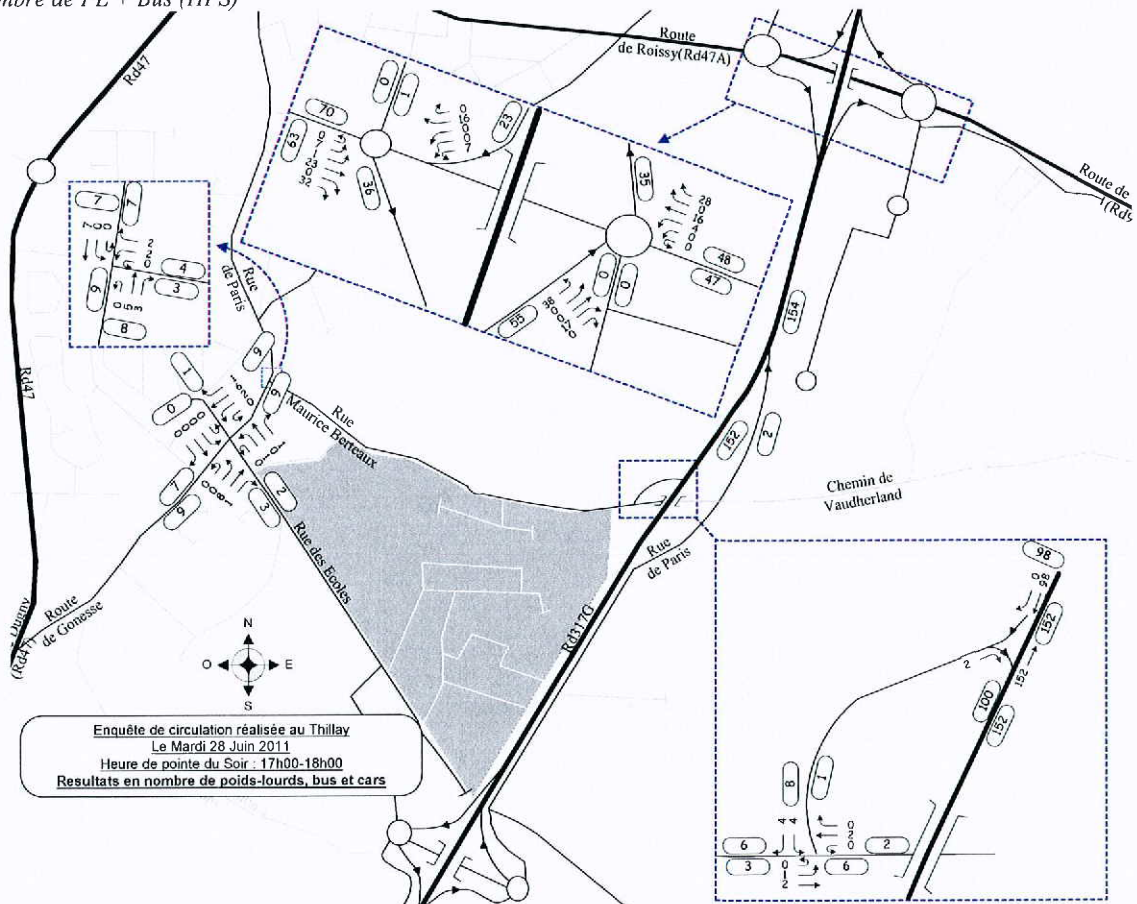
Dont Nombre de PL + Bus (HPM)



2.2.3 Heure de Pointe du Soir - Trafic en UVP/h et (PL+Bus)/h -



Dont Nombre de PL + Bus (HPS)

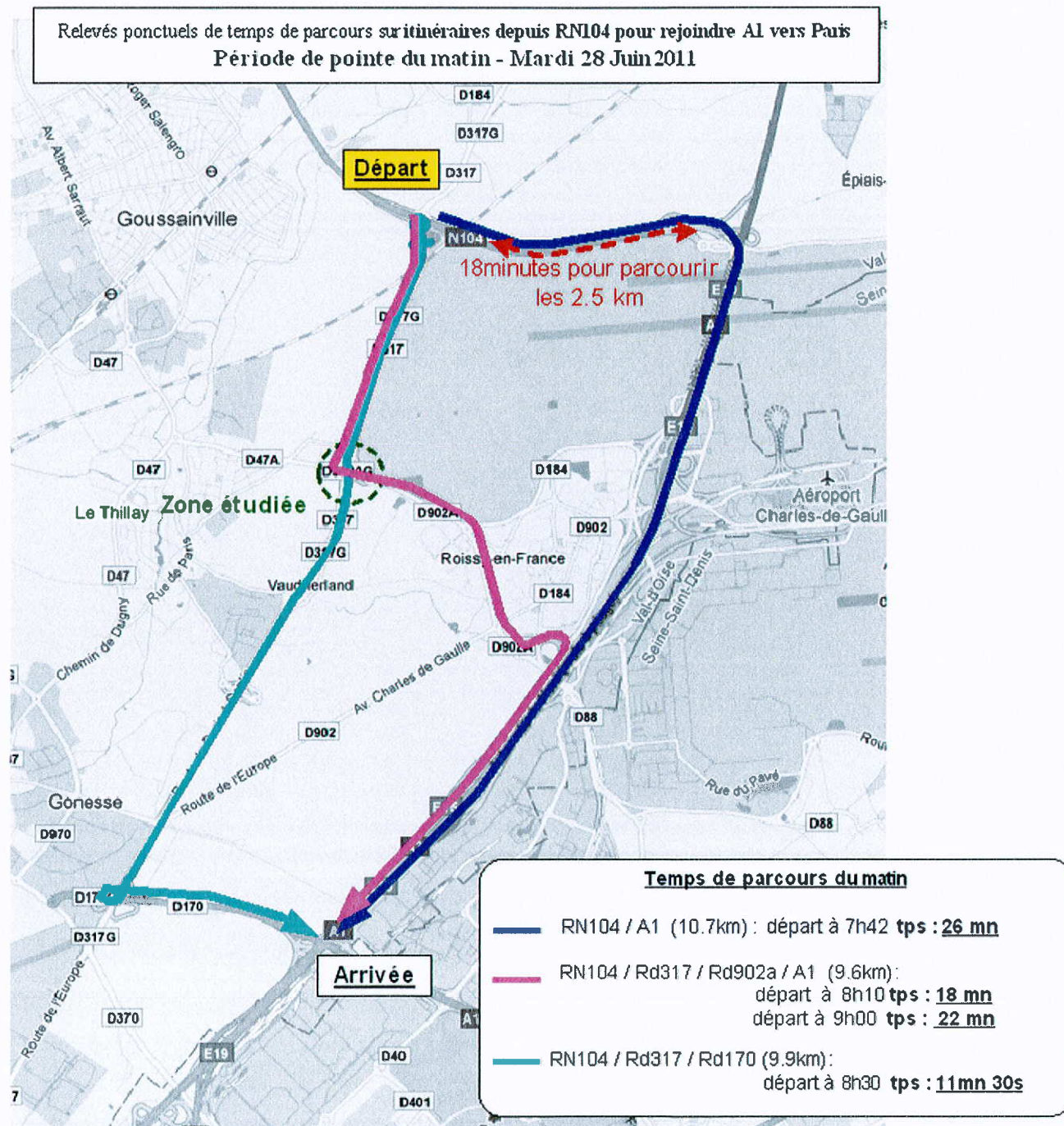


3 RELEVES DE TEMPS DE PARCOURS

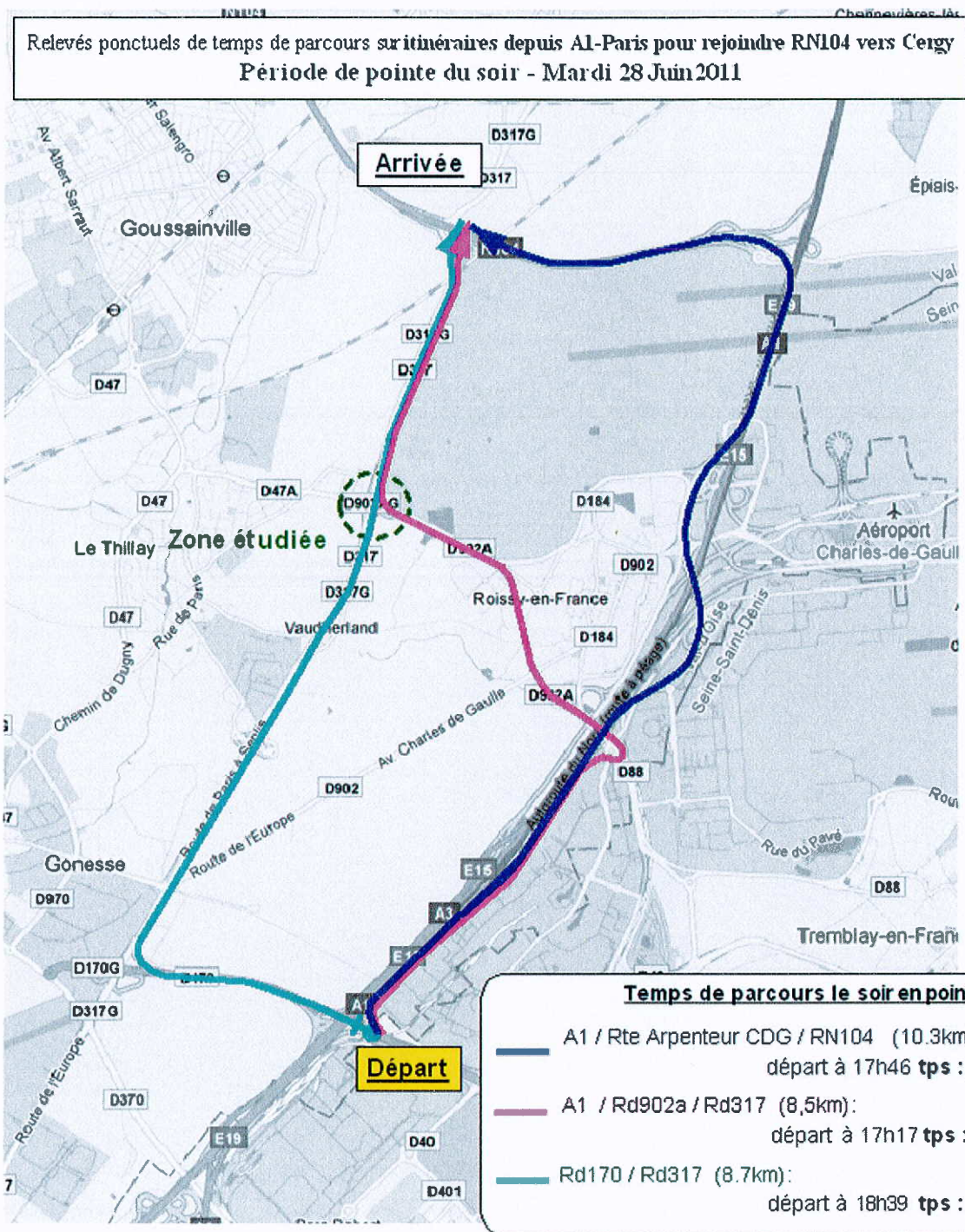
Il est présenté pages suivantes les quelques relevés de temps de parcours réalisés le 28 Juin en pointe entre la RN104 pour rejoindre l'A1 le Matin et inversement le soir suivant les trois itinéraires connus :

- ⇒ via la route de l'Arpenteur (réseau ADP sous les pistes de Roissy)
- ⇒ via la Rd902a (itinéraire encore actuellement jalonné de manière provisoire)
- ⇒ via la Rd170 (BIP) puis la Rd317

➤ Temps de parcours le Matin (sens N104 depuis Cergy vers A1 Paris)



➤ Temps de parcours le soir (sens A1 Paris vers N104 Cergy)

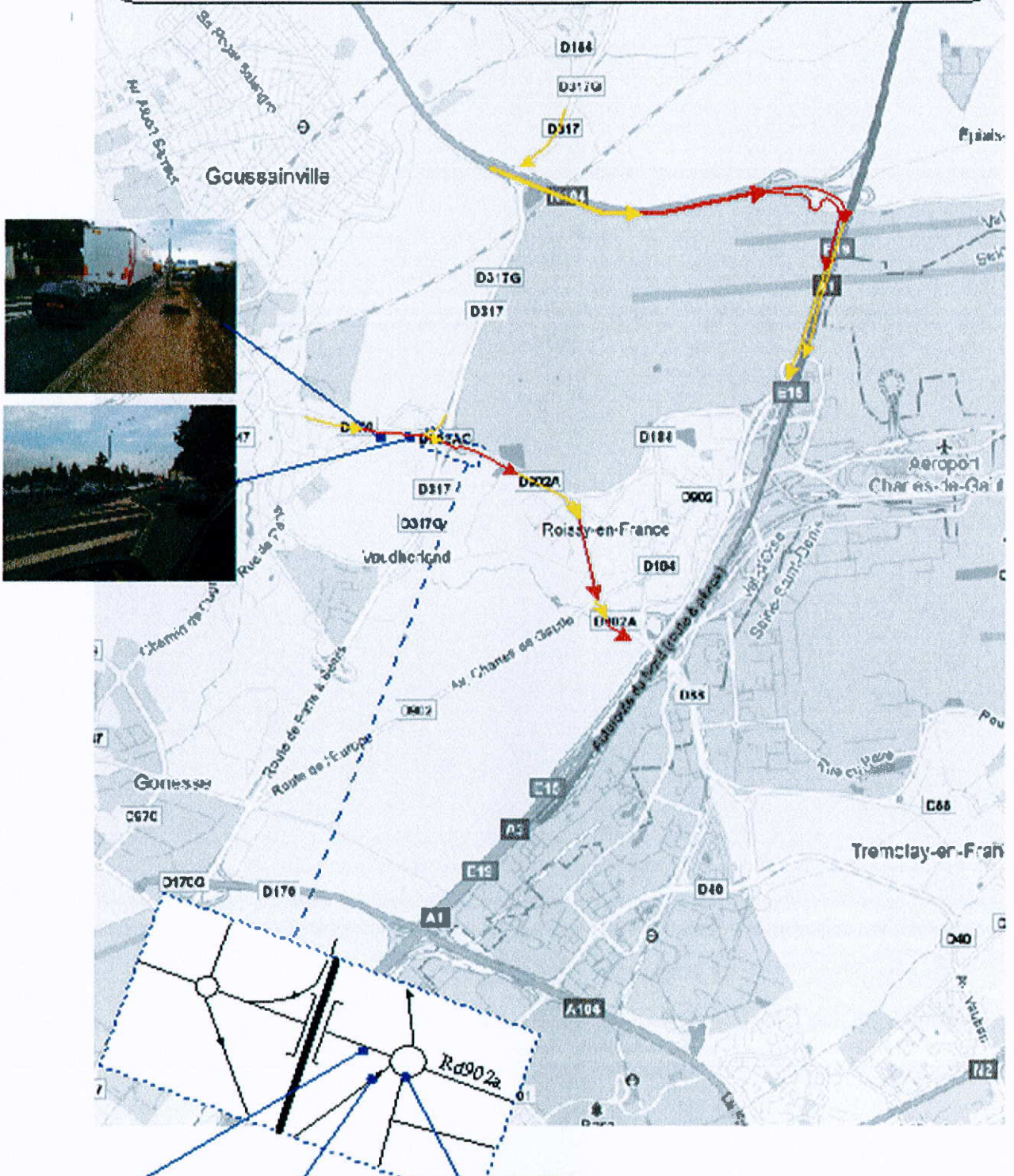


4 PRINCIPALES DIFFICULTES DE CIRCULATION AUX HEURES DE POINTE SUR PERIMETRE D'ETUDE.

➤ Période de pointe du Matin



Diagnostic trafic (ZAC des Grands Champs - Le Thillay)
Principales difficultés de circulation observées lors des enquêtes du 28/06/2011
Période de Pointe du Matin



5 CONCLUSION.

Les comptages automatiques montrent que la RD47a et la RD902a supportent un volume de trafic important la journée (respectivement 23 450 et 27 200 Véh./jr).

Les taux de P.L. relevés sur ces voies, de l'ordre de 2 600 à 2 750, montrent une fréquentation importante des P.L. sur cet itinéraire correspondant à l'usage de ces voies comme desserte des zones d'activité nombreuses dans ce secteur depuis le réseau régional A1-A3-N104.

On retrouve des taux de P.L. forts sur la bretelle RD317-Rue Berteaux (25% soit 300 P.L./jr) et sur la voie d'accès Rue des Ecoles-RD317 (19% 990 PL/jr).

Le trafic sur la Rue de Paris vers la commune de Vaudherland est faible 460 véh./jr et 40 P.L./jr.

Les comptages réalisés sur les carrefours indiquent :

Sur le giratoire ouest de la Talmouse, le matin, les mouvements principaux sur le diffuseur sont :

- Depuis la RD317 nord vers la RD902a, sur un volume horaire de 1 024 U.V.P./h, près de 80% de ces flux se rendent vers la RD902a. Le mouvement de tourne à gauche sur le giratoire ouest depuis la bretelle vers l'est est de 811 U.V.P./h et est prioritaire sur l'aménagement.
- Depuis la RD47a le volume horaire total est de 812 U.V.P./h. 41% de ces flux se rendent sur la RD317 vers le sud, 380 U.V.P./h rejoignent la RD902a.
- La demande globale entre le diffuseur et la RD317 sud est comprise entre 350 et 400 U.V.P./h. Les échanges se font principalement avec la RD47a.
- La demande globale entre le diffuseur et la RD317 nord est de 1 024 U.V.P./h (bretelle de sortie) et de 586 U.V.P./h (bretelle d'insertion) les échanges se font principalement avec la RD92a.
- La sortie des flux du giratoire est (vers A1) représente environ 1 300 U.V.P./h et s'écoulent sur une file.

Le soir, les mouvements principaux sont :

- Bretelle de sortir depuis la RD317 sud vers Le Thillay, ce mouvement de tourne à gauche est de 500 U.V.P./h. sur le giratoire Est.
- Rd902a vers la RD317 nord avec une demande de 760 U.V.P./h soit 72% du trafic de la RD902a.

Concernant le carrefour Rue des écoles / Rue Berteaux la demande globale de trafic sur le carrefour est de l'ordre de 500 U.V.P./h le matin et de 600 U.V.P./h le soir.

L'étude des cartes de dysfonctionnement et de temps de parcours aux H.P. montre des saturations sur les itinéraires de liaison entre A1 et la N104. Les temps de parcours sont de l'ordre de 26 minutes le matin N104->A1 par échangeur et 22 minutes le soir par les voiries de la zone de fret ADP. Ils sont de l'ordre de 22 minutes aux deux H.P. sur l'itinéraire par la RD902a. Ils sont dus aux saturations sur cet axe vers A1 le matin et vers le diffuseur de la Talmouse le soir. Ils sont de l'ordre de 11 minutes 30 par la RD317-RD170 car l'itinéraire ne profite pas encore d'une réelle visibilité dans le jalonnement informant les usagers.

6 ANNEXES

6.1 Glossaire - abréviations :

V.L. : Véhicule Léger

P.L. : Poids Lourds comprenant les Semi-remorques, les Monoblocs et PL « léger » type fourgonnette ainsi que les Bus et Car

T.V. : Tous véhicules (somme de tous les types de véhicules à l'unité) $TV = VL + PL$.

U.V.P. : Unité de Véhicule Particulier où chaque type de véhicules est pris en compte suivant une unité spécifique avec : VL=1; une Fourgonnette (PL Léger) =1, autre PL=2; un TC=2 et un «deux Roues»=0,3 (lors de la réalisation de comptages directionnels « à vue », les compteurs pneumatiques ne permettant pas de comptabiliser les deux roues motorisées et/ou les vélos)

H.P.M. : Heure de Pointe du Matin

H.P.S. : Heure de Pointe du Soir

T.M.J. : Trafic Moyen Journalier (moyenne du trafic journalier des 7 jours de la semaine en Tous Véhicules / Jour et en PL / Jour)

T.M.J.O. : Trafic Moyen Jour Ouvré (moyenne du trafic journalier des 5 jours ouvrés de la semaine – Lundi, Mardi, Mercredi, Jeudi et Vendredi - en Tous Véhicules/Jour et en PL / Jour).

6.2 Détail des compteurs automatiques posés

6 ANNEXES

6.1 Glossaire - abréviations :

V.L. : Véhicule Léger

P.L. : Poids Lourds comprenant les Semi-remorques, les Monoblocs et PL « léger » type fourgonnette ainsi que les Bus et Car

T.V. : Tous véhicules (somme de tous les types de véhicules à l'unité) $TV = VL + PL$.

U.V.P. : Unité de Véhicule Particulier où chaque type de véhicules est pris en compte suivant une unité spécifique avec : VL=1; une Fourgonnette (PL Léger) =1, autre PL=2; un TC=2 et un «deux Roues»=0,3 (lors de la réalisation de comptages directionnels « à vue », les compteurs pneumatiques ne permettant pas de comptabiliser les deux roues motorisées et/ou les vélos)

H.P.M. : Heure de Pointe du Matin

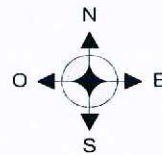
H.P.S. : Heure de Pointe du Soir

T.M.J. : Trafic Moyen Journalier (moyenne du trafic journalier des 7 jours de la semaine en Tous Véhicules / Jour et en PL / Jour)

T.M.J.O. : Trafic Moyen Jour Ouvré (moyenne du trafic journalier des 5 jours ouvrés de la semaine – Lundi, Mardi, Mercredi, Jeudi et Vendredi - en Tous Véhicules/Jour et en PL / Jour).

6.2 Détail des compteurs automatiques posés

Plan de localisation des Compteurs 1
sur la RD902a
Roissy en France (95)
en Juin 2011



Comptages Automatiques sur la RD902a au Thillay (95) en Juin 2011
Canal 1 et 2 : TV et PL en direction de la RD317

Compteur 1_Sens 1

Canal 1 et Canal 2

TV

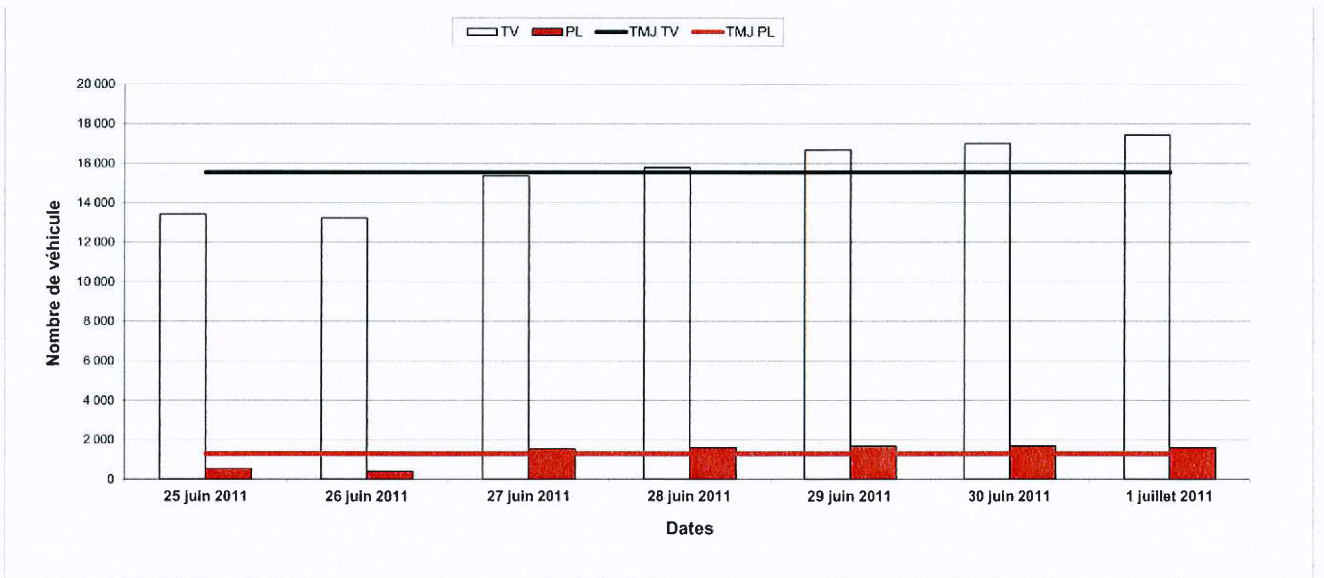
Jour/Heure	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	Total
sam 25 06 11	318	174	142	114	121	149	287	294	407	463	573	606	707	835	945	894	960	1 086	1 051	945	810	571	501	472	13 425
dim 26 06 11	469	302	227	132	156	123	198	246	381	399	527	656	854	848	763	860	832	1 001	1 039	928	845	580	472	388	13 224
lun 27 06 11	259	124	55	49	66	177	399	696	733	730	750	759	974	838	1 005	1 102	1 236	1 299	1 238	987	681	475	423	314	15 369
mar 28 06 11	231	100	73	140	177	249	429	735	770	810	750	813	958	844	934	1 131	1 142	1 110	1 281	1 125	755	515	423	288	15 783
mer 29 06 11	187	144	78	141	172	291	501	747	770	808	763	959	1 008	913	985	1 075	1 245	1 198	1 299	1 213	831	578	477	311	16 694
jeu 30 06 11	244	156	86	150	187	244	515	704	781	795	782	843	1 089	913	1 017	1 156	1 245	1 295	1 203	1 201	878	631	524	361	17 000
ven 01 07 11	292	155	108	157	193	236	454	693	752	803	805	871	1 159	1 026	1 122	1 244	1 205	1 289	1 231	1 146	833	679	549	411	17 413
Moyenne TLJ	286	165	110	126	153	210	398	588	656	687	707	787	964	888	967	1 066	1 124	1 183	1 192	1 078	805	576	481	363	15 558
Moyenne JO	243	136	80	127	159	239	460	715	761	789	770	849	1 038	907	1 013	1 142	1 215	1 238	1 250	1 134	796	576	479	337	16 452

PL

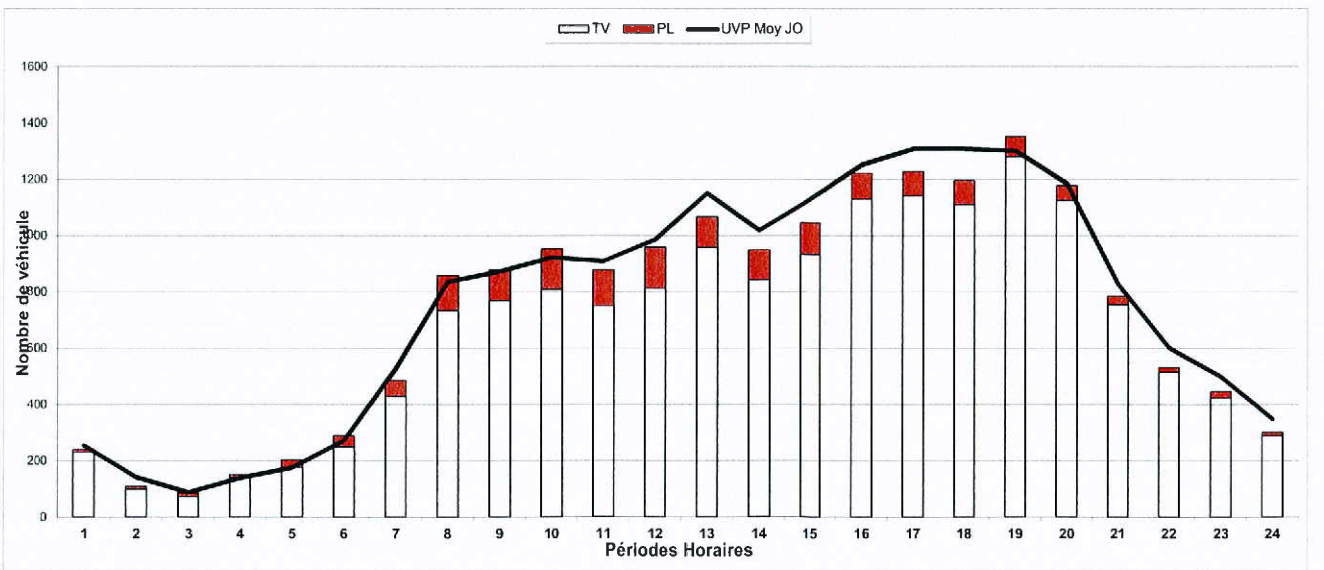
Jour/Heure	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	Total
sam 25 06 11	14	8	5	12	5	22	32	36	30	39	32	32	25	22	32	28	36	23	28	25	18	18	11	8	541
dim 26 06 11	7	5	5	1	7	5	13	13	10	9	14	17	22	17	27	18	28	20	36	28	24	25	17	16	384
lun 27 06 11	18	3	2	7	13	31	59	121	119	126	136	110	106	109	113	100	109	69	40	45	34	46	16	12	1 544
mar 28 06 11	9	9	13	10	26	39	56	123	109	142	128	146	109	105	111	91	86	86	70	52	30	17	22	13	1 602
mer 29 06 11	9	6	13	15	12	38	80	125	106	119	145	150	114	102	124	105	112	72	60	78	25	20	20	10	1 660
jeu 30 06 11	17	10	8	13	17	32	69	118	113	137	133	143	124	130	129	143	94	65	53	50	38	24	18	8	1 686
ven 01 07 11	9	6	7	12	18	25	74	120	115	148	154	142	117	118	106	120	70	63	40	35	34	25	25	17	1 600
Moyenne TLJ	12	7	8	10	14	27	55	94	86	103	106	106	88	86	92	86	76	57	47	45	29	25	18	12	1 288
Moyenne JO	12	7	9	11	17	33	68	121	112	134	139	138	114	113	117	112	94	71	53	52	32	26	20	12	1 618
Tx de PL TLJ	4%	4%	7%	8%	9%	13%	14%	16%	13%	15%	15%	13%	9%	10%	9%	8%	7%	5%	4%	4%	4%	4%	4%	3%	8%
Tx de PL JO	5%	5%	11%	9%	11%	14%	15%	17%	15%	17%	18%	16%	11%	12%	12%	10%	8%	6%	4%	5%	4%	5%	4%	4%	10%

Trafic Moyen Journalier TV de la semaine : Tous les Jours **15 550** Jours Ouvrés **16 450**

Trafic Moyen Journalier PL de la semaine : Tous les Jours **1 300** Jours Ouvrés **1 600**



Détail journée du mardi 28 juin 2011



Comptages Automatiques sur la RD902a au Thillay (95) en Juin 2011
Canal 1 et 2 : TV et PL en direction de Roissy CDG

Compteur 1_Sens 2

Canal 1 et Canal 2

TV

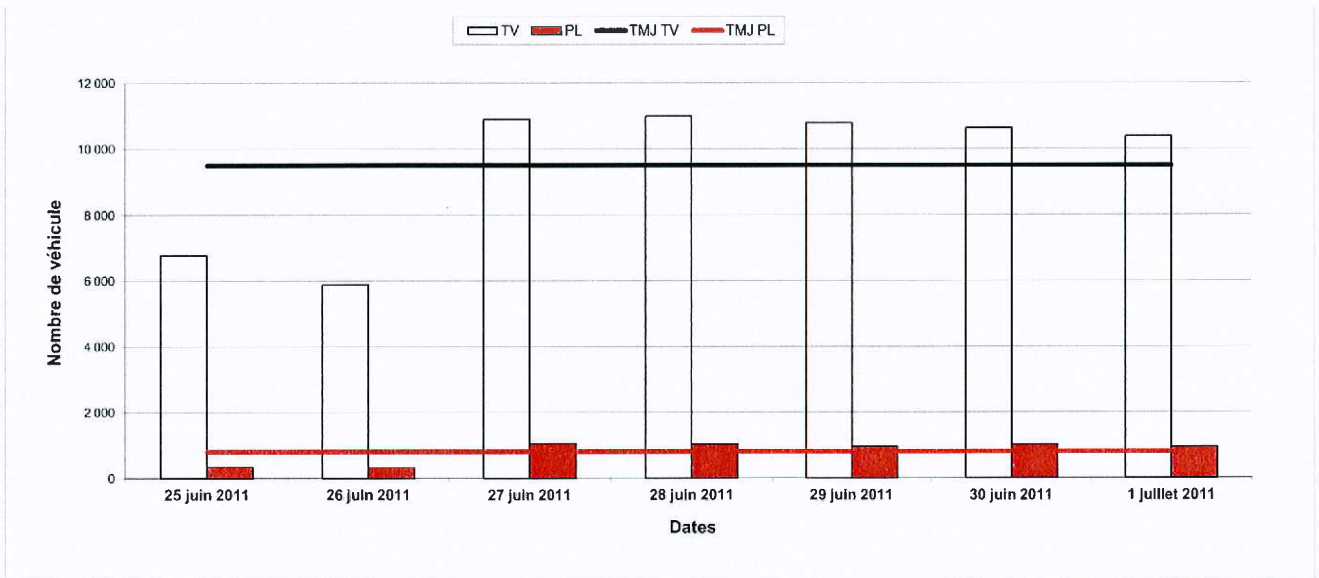
Jour/Heure	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	Total
sam 25 06 11	112	64	31	80	95	196	205	227	247	322	350	412	387	473	446	497	516	479	449	365	279	199	181	157	6 769
dim 26 06 11	150	115	89	95	109	181	154	109	174	271	365	353	436	324	235	163	228	669	538	294	271	249	188	112	5 872
lun 27 06 11	76	30	27	50	117	299	545	848	1 169	934	498	463	528	1 172	500	316	370	878	693	365	284	260	258	218	10 898
mar 28 06 11	80	46	48	52	143	330	545	936	1 178	846	483	466	546	732	617	544	673	689	559	356	307	291	320	208	10 995
mer 29 06 11	78	63	35	52	136	296	525	915	1 111	815	482	517	537	718	610	566	612	660	533	401	310	290	303	222	10 787
jeu 30 06 11	98	48	24	51	151	336	544	903	1 154	808	525	468	523	699	592	587	547	651	520	380	273	295	288	173	10 638
ven 01 07 11	58	49	26	51	118	306	539	883	1 164	763	566	499	555	669	599	580	629	587	489	391	276	257	192	136	10 382
Moyenne TLJ	93	59	40	62	124	278	437	689	885	680	467	454	502	684	514	465	511	659	540	365	286	263	247	175	9 477
Moyenne JO	78	47	32	51	133	313	540	897	1 155	833	511	483	538	798	584	519	566	693	559	379	290	279	272	191	10 740

PL

Jour/Heure	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	Total
sam 25 06 11	9	5	5	3	4	10	15	19	26	28	14	15	29	19	20	16	16	21	18	12	12	5	7	3	331
dim 26 06 11	4	4	3	2	6	8	13	6	12	10	8	11	24	19	24	13	21	38	39	14	10	9	7	9	314
lun 27 06 11	5	3	4	7	10	17	53	68	73	96	72	76	50	104	60	32	46	66	101	31	25	19	10	16	1 044
mar 28 06 11	8	7	8	5	12	22	49	63	72	85	75	80	63	54	77	65	89	56	51	30	21	14	12	12	1 030
mer 29 06 11	9	10	8	5	9	15	44	85	66	76	69	80	54	55	57	73	56	56	42	26	22	19	11	7	954
jeu 30 06 11	9	9	7	5	13	23	48	76	61	85	77	74	53	81	62	69	56	70	47	29	26	16	12	6	1 014
ven 01 07 11	11	9	7	4	7	18	43	69	77	78	65	77	59	51	67	61	50	53	36	30	22	23	8	8	953
Moyenne TLJ	8	7	6	4	9	16	38	55	55	65	57	59	47	55	52	47	48	51	48	25	20	15	10	9	806
Moyenne JO	8	8	7	5	10	19	47	72	70	84	76	77	56	69	65	60	59	60	55	29	23	18	11	10	999
Tx de PL TLJ	8%	11%	15%	7%	7%	6%	9%	8%	6%	10%	12%	13%	9%	8%	10%	10%	9%	8%	9%	7%	7%	6%	4%	5%	9%
Tx de PL JO	11%	16%	21%	10%	8%	6%	9%	8%	6%	10%	15%	16%	10%	9%	11%	12%	10%	9%	10%	8%	8%	7%	4%	5%	9%

Trafic Moyen Journalier TV de la semaine : Tous les Jours **9 500** Jours Ouvrés **10 750**

Trafic Moyen Journalier PL de la semaine : Tous les Jours **800** Jours Ouvrés **1 000**



Détail journée du mardi 28 juin 2011

